

The logo for the PSE (Socialist and Democratic) group, featuring the letters 'PSE' in white on a red background.

PSE

The text 'SOCIALISTES & DÉMOCRATES' in white on a red background, positioned below the PSE logo.

SOCIALISTES &
DÉMOCRATES

The background of the entire page is a close-up, high-angle shot of a red printed circuit board (PCB) with various electronic components like resistors and capacitors. The lighting is dramatic, with bright, out-of-focus light spots (bokeh) in shades of white and yellow, creating a sense of depth and technological complexity.

Un nouveau modèle économique et social pour l'Europe

Programme du PSE pour des réformes progressistes



Le Président du Parti Socialiste Européen Sergi Stanishev et Maria João Rodrigues, Vice-Présidente du Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement Européen

Cette brochure et les documents qui y sont reproduits sont le résultat d'un riche échange entre partis membres du PSE. En 2015, le groupe de travail du PSE dédié aux réformes progressistes, composé de partis membres du PSE, de Ministres et Commissaires PSE, membres de parlements nationaux et européen, membres du groupe PSE au Comité des Régions, Jeunes Socialistes Européens, Solidar, FEPS, ont développé la vision des réformes présentée dans cette publication. Cette vision permet la promotion de l'investissement, la réduction des inégalités sociales et remet la croissance et l'emploi au cœur de l'agenda européen.

Camarades,

Pour beaucoup, la crise en Europe reste une réalité amère. De ce fait, l'extrême droite et le populisme prospèrent. La solidarité s'affaiblit tandis que les divisions et les inégalités vont croissant, tant à l'intérieur des pays de l'UE qu'entre eux. Celles-ci sont soutenues par une crise économique et sociale qui se prolonge. En Europe, les conservateurs ont ressorti les vieilles recettes : recherche de la compétitivité en comprimant les coûts du travail, réduction des dépenses publiques, limitation du rôle de l'État dans l'économie, dérégulation du marché du travail et démantèlement des acquis sociaux. La recette n'est pas nouvelle. Ces soi-disant réformes structurelles ressemblent de plus en plus aux vieux programmes politiques des années '80 et '90.

La situation en Europe nous montre que ces solutions ne nous ont pas sortis de la crise ; au contraire, elles en ont aggravé l'impact social. Nous nous y sommes opposés à l'époque, et nous continuons à nous y opposer maintenant. À l'encontre de leur mantra destructeur prônant les coupes sombres, nous proposons un programme d'investissement et de réformes progressistes.

Grâce aux efforts collectifs de notre famille politique, l'investissement est désormais un outil essentiel pour stimuler la croissance et la création d'emplois en Europe. Peu à peu, les États retrouvent les moyens qui leur permettent de promouvoir la justice sociale, la stabilité et la croissance. Cela est encore trop lent et cette lutte n'est pas terminée, mais nous sommes fiers que notre famille politique ait ouvert la voie vers un modèle de dépenses publiques plus responsable, plus réaliste et plus productif. Nous continuerons à militer pour que l'économie européenne reçoive l'impulsion dont elle a besoin pour sortir de la crise d'une manière durable, productive et équitable pour tous.

Nous nous inscrivons en faux contre l'approche unilatérale des réformes actuellement en vigueur. Une bataille d'idées politiques est en cours pour déterminer le type de réformes qu'il conviendrait de mettre en œuvre. Nous sommes convaincus que les réformes devraient être synonymes d'un changement pour le mieux, d'une amélioration de nos sociétés plutôt que de leur désagrégation. Nous voulons des réformes pour construire des sociétés plus fortes et les moderniser en renforçant leurs structures sociales et économiques, plutôt qu'en les affaiblissant. Nous voulons des réformes et des investissements qui assurent la pérennité économique, environnementale et sociale du développement de l'Europe, en lieu et place des

ajustements actuels qui sont à la fois court-termistes et dénués de vision.

Dans cette publication, nous exposons la façon dont notre famille politique conçoit globalement les réformes progressistes, des réformes qui veillent à ce que les questions sociales soient sur un pied d'égalité avec les questions économiques. Nous présentons des mesures réelles et concrètes à mettre en œuvre dans les États membres et au niveau de l'UE, et nous montrons que cette alternative est non seulement possible, mais aussi absolument indispensable. Les réformes progressistes placent l'individu au centre du processus. Nos réformes réduisent les inégalités sociales, luttent contre la pauvreté et accroissent la solidarité, en remettant les valeurs au cœur du projet européen et en renforçant sa capacité à améliorer la vie quotidienne de ses citoyens. Les réformes progressistes sont celles qui ne laissent personne sur le carreau.

Le semestre européen de coordination des politiques économiques et sociales actualise chaque année l'agenda des réformes à mettre en œuvre par les États membres une fois définies dans leurs programmes nationaux de réformes. Ces programmes devraient être définis et mis en œuvre en impliquant davantage les parlements, les partenaires sociaux et la société civile. Cette publication fournit de nouvelles pistes détaillées pour alimenter ce processus. Nous souhaiterions promouvoir et discuter de nos réformes progressistes au sein de nos partis, ainsi qu'avec nos partenaires au sein des organisations syndicales et de la société civile.

Les réformes progressistes ne se feront pas du jour au lendemain. Nous intensifierons nos efforts pour en faire une réalité et transformer l'UE en un acteur fort au service de la croissance, de l'emploi et de la justice sociale. Nous montrerons que notre programme est plus solide que les propositions simplistes des conservateurs et des populistes.

Ceci est la prochaine bataille dans notre lutte pour assurer un avenir meilleur à chaque citoyen, femme ou homme, en Europe. Ce changement est urgent ; il apportera une différence positive et tangible dans la vie quotidienne de millions d'Européens.



Sergei Stanishev

Président du PSE



Maria João Rodrigues

Vice-Présidente S&D, Présidente du groupe de travail du PSE sur les réformes progressistes

Industrie **croi**

garantie jeunesse

éducation **écono**
innovation

salaire minimum inves

maîtrise informatique **techn**

environnement

dialogue s

justice fiscal

Table des matières

ssance

mie

tissement

ologie

ocial

e

- 03 Avant-propos** par Sergei Stanishev et Maria João Rodrigues
- 06 Déconstruire 6 mythes de la droite**
- 08 Déclaration de la Présidence du PSE :
Pour un programme de réformes progressistes**
- DES RÉFORMES PROGRESSISTES**
- 10 1. De « vieilles recettes » pour sortir de la longue crise économique de l'Europe?**
- 12 2. Un ensemble alternatif de réformes structurelles progressistes**
- 14 3. Un modèle social européen pérenne**
- 16 Infographie : Modèle social durable – moins d'inégalités, plus de croissance
- 18 3.1 Des emplois décents sur un marché du travail équitable
- 20 3.2 Une protection efficace pour une croissance équitable
- 22 3.3 Relever les défis d'une économie en mutation
- 24 4. Innover pour un nouveau modèle de croissance et des emplois de qualité**
- 26 Infographie : Nouveau modèle de croissance et emplois de qualité – des investissements intelligents
- 28 4.1 Investir dans l'éducation pour progresser réellement vers une économie innovante basée sur la connaissance
- 30 4.2 Une politique industrielle européenne
- 32 4.3 Une transition vers une économie plus verte comme source de croissance
- 34 5. Retrouver la capacité d'investir par une fiscalité équitable et efficace**
- 36 Infographie : Un système fiscal juste et efficace pour mieux investir
- 38 5.1 Une nouvelle fiscalité plus efficace et plus juste
- 40 5.2 Une fiscalité efficace qui met fin à la fraude fiscale et régule le secteur financier
- 42 5.3 Optimiser l'utilisation des recettes fiscales
- 44 6. Rendre possible des réformes progressistes : pour une réelle gouvernance socio-économique européenne**
- 47 Conclusion : les Socialistes et les Démocrates Européens, acteurs du changement**

Déconstruire 6 mythes de la droite.

Les conservateurs affirment :

L'AUSTÉRITÉ EST LE MOYEN DE SORTIR DE LA CRISE

FAUX

Nous disons :

- Nous avons besoin de plus d'investissements pour remettre l'Europe sur la voie de la convergence et d'une croissance à long terme, pérenne et juste. Ces investissements requièrent également différents types de mesures pour en maximiser l'impact et assurer qu'ils profitent à tous en Europe.
- Nos réformes ne portent pas seulement sur l'équilibre budgétaire, elles visent également à améliorer la vie quotidienne des Européens et à répondre à leurs attentes.

Les conservateurs affirment :

Dans le contexte actuel, nous ne pouvons pas nous permettre des dépenses sociales

FAUX

Nous disons :

- Notre système de protection sociale est essentiel pour une croissance économique juste et durable.
- Nos réformes permettent à la protection sociale de répondre aux défis des inégalités croissantes et du vieillissement de la population sans pour autant compromettre son impact social et économique positif.

Les conservateurs affirment :

La richesse des uns finit par bénéficier à tous les Européens

FAUX

Nous disons :

- Les richesses n'auront pas automatiquement des retombées positives pour tous. Pour que la société puisse fonctionner, il est nécessaire d'avoir un système fiscal juste qui ne laisse aucun espace à l'évasion fiscale. Il ne s'agit pas seulement d'un devoir civique, mais aussi d'un moyen de rendre la société plus juste, de changer notre modèle de croissance et de façonner nos sociétés.
- Nos réformes garantissent que chacun contribue équitablement à la société et plaident en faveur d'une imposition des bénéficiaires des sociétés à l'endroit où ceux-ci sont réalisés.

Les conservateurs affirment :

La baisse des coûts du travail est nécessaire pour être compétitif

FAUX

Nous disons :

- Nous voulons une économie fondée sur les connaissances, plutôt qu'une économie basée sur le travail bon marché.
- Nos réformes reflètent un choix, celui d'être compétitif au niveau de l'innovation, de la résilience et de la productivité, plutôt que par le biais de bas salaires ou d'une protection sociale moindre.

Les conservateurs affirment :

Les marchés financiers sont suffisamment réglementés

FAUX

Nous disons :

- Nous voulons mettre le secteur financier au service des citoyens et de l'économie réelle.
- Grâce à une réglementation adéquate, nos réformes apportent de la transparence et de la responsabilité au secteur financier.

Les conservateurs affirment :

L'Europe, c'est une question de discipline fiscale et de dérégulation des marchés

FAUX

Nous disons :

- L'Europe a besoin d'afficher davantage sa capacité à améliorer la vie de ses citoyens, à favoriser la croissance et à remettre la création d'emplois au premier plan.
- Nos réformes donnent à l'UE les moyens d'investir plus et mieux, pour plus d'emplois, pour une productivité renforcée et pour des sociétés plus justes.

Déclaration de la Présidence du PSE Pour un programme de réformes progressistes

Investir plus pour créer de la croissance et des emplois : tel est le consensus qui prévaut désormais au sein de l'Union européenne grâce aux efforts de notre famille politique. Cependant, beaucoup de progrès restent à accomplir. Une autre bataille d'idée se déroule en parallèle sur la question **du type de réformes qui devraient être mises en œuvre pour promouvoir un modèle social européen solide. Le but de cette bataille d'idée étant que nous soyons prêts à relever les défis du 21^{ème} siècle en nous appuyant sur des normes sociales élevées, des conditions de travail décentes et des économies fortes.** En tant que progressistes, nous ne pouvons laisser les conservateurs malmener ou monopoliser l'agenda des réformes.

Depuis l'apparition de la crise, les majorités conservatrices en Europe ont essayé de promouvoir leur vision des réformes structurelles. Cela se manifeste dans un modèle de réformes qui se résument à la compression de la main-d'œuvre, la réduction aveugle des dépenses publiques, les privatisations systématiques et la limitation du rôle de l'État dans l'économie. Leur vision des réformes est synonyme de démantèlement des acquis sociaux, de déréglementation du marché du travail et d'une aggravation de l'impact social de la crise. C'est la raison pour laquelle beaucoup de personnes voient maintenant les réformes comme une menace. Pour nous au sein du Parti Socialiste Européens, il existe une autre voie, celle de réformes progressistes qui ont la personne et le bien public à cœur.

À la Présidence du PSE, **nous saluons les conclusions du groupe de travail du PSE sur les réformes progressistes.** Elles constituent une contribution précieuse au débat en cours sur les réformes. Ces conclusions plaident en faveur d'un programme alternatif de réformes structurelles progressistes en ligne avec les trois objectifs suivants :

- **Doper la capacité de croissance de l'Europe et la création d'emplois de qualité;**
- **Améliorer le caractère durable du développement européen, tant d'un point de vue économique, environnemental que social ;**

■ **Réduire les inégalités sociales, lutter contre la pauvreté et accroître la solidarité.**

Personne ne doit être laissé pour compte. Notre vision des réformes structurelles est conçue pour lutter contre le chômage et les inégalités et pour renforcer le modèle social européen. Les réformes structurelles doivent favoriser l'investissement, soutenir la croissance en Europe et renforcer son caractère durable. Elles doivent rétablir la cohésion sociale ainsi que l'égalité des chances pour tous les citoyens européens et assurer que tout le monde y contribue de façon équitable. Nos réformes progressistes engendrent des effets budgétaires positifs à long terme et améliorent la viabilité à long terme des finances publiques et des performances économiques.

Les réformes progressistes doivent promouvoir un modèle social européen pérenne

Le modèle social européen est un aspect économique et social essentiel de nos sociétés, et non un fardeau. Une Europe qui avance, une Europe performante est inconcevable sans une Europe qui donne les moyens et protège. Un système de protection sociale équitable et pérenne est à cet égard essentiel. Nous sommes convaincus que les réformes, de pair avec l'investissement social et en particulier l'investissement dans l'éducation et l'innovation, devraient soutenir la consolidation de notre modèle social. Par conséquent, nos réformes sont axées sur un travail décent, une protection efficace, des systèmes sociaux solides et la capacité à relever les défis d'une économie en mutation. La crise ne sera résolue que lorsque les Européens aux quatre coins du continent pourront ressentir l'amélioration de leur situation économique, au quotidien.

■ *Les réformes progressistes sont celles qui soutiennent un travail décent dans un marché du travail à la fois équitable, renforcé et concurrentiel, ainsi qu'une protection sociale forte pour une croissance équitable. Ce sont des réformes qui nous permettent de nous adapter aux défis d'une économie en mutation tout en renforçant les droits sociaux. Ce sont celles qui ont des effets positifs directs et à long terme.*

Les réformes progressistes doivent promouvoir l'innovation pour un nouveau modèle de croissance et des emplois de qualité

La crise demeure une dure réalité pour les Européens et la menace d'une spirale déflationniste aux conséquences sociales durables est toujours plus présente. Des investissements sont nécessaires pour créer des emplois et améliorer la qualité de vie des Européens, tant à court terme qu'à long terme. L'investissement dans l'éducation et l'innovation doit être au cœur de notre réponse à la crise, que ce soit en termes de nouvelles technologies, de qualifications, de nouvelles manières de répondre aux nouveaux besoins sociétaux ou de nouveaux modes d'organisation du travail et des entreprises. La responsabilité budgétaire est nécessaire, mais à elle seule elle ne suffira pas pour sortir de la crise.

■ *Les réformes progressistes sont celles qui permettent de progresser réellement vers une économie innovante, basée sur la connaissance ; des réformes qui soutiennent une politique industrielle européenne et la transition vers une économie plus verte comme source de croissance.*

Les réformes progressistes doivent promouvoir l'investissement ainsi qu'une fiscalité équitable et efficace

La crise de la dette souveraine, les politiques axées sur la seule austérité et l'évasion fiscale à grande échelle couplée à une planification fiscale agressive ont fortement réduit la marge de manœuvre des pouvoirs publics dans de nombreux États membres. Pour rétablir leur capacité à investir dans la croissance durable et à agir comme fournisseurs de services publics, il est essentiel de rendre aux pouvoirs publics européens les moyens d'accomplir leurs missions et de contribuer à lutter contre les effets de la dette publique sur la croissance économique. Cela passe par une amélioration significative de la collecte de l'impôt, la recherche de nouvelles sources de revenus et l'utilisation la plus judicieuse possible des recettes fiscales.

■ *Les réformes progressistes sont celles qui favorisent une fiscalité optimisée et plus juste, ainsi qu'une fiscalité efficace qui mette fin à la fraude fiscale ; ce sont celles qui régulent le secteur financier et optimisent l'utilisation des recettes fiscales.*

Les réformes progressistes doivent placer les questions sociales au même niveau que les considérations économiques

Nous voulons un programme de changement positif, soutenu par une gouvernance appropriée et une légitimité démocratique renforcée au niveau européen.

L'UE et la zone Euro ont besoin d'une nouvelle batterie de mesures politiques où les enjeux sociaux et les considérations économiques seraient sur un pied d'égalité. Il est essentiel de développer une réelle gouvernance socio-économique. Nous voulons une telle gouvernance pour garantir la re-convergence en Europe, une forte capacité d'investissement, ainsi que l'appropriation nationale des réformes plutôt que des réformes identiques pour tous. Nous poursuivrons nos efforts en vue de réexaminer les politiques et règles économiques et fiscales en Europe. Nous voulons faire en sorte que les budgets publics puissent jouer leur rôle en tant que mécanismes de protection sociale et promoteurs d'investissements, en utilisant au mieux la flexibilité offerte par les règles existantes.

Nous demandons à nos partis membres de prendre cet ensemble de propositions en compte lorsqu'ils définissent leur politique sociale et économique pour l'année prochaine dans le cadre du Semestre européen et des programmes de réformes nationaux. Nous, le Parti des Socialistes Européens, en appelons à des réformes positives. Nous proposons un agenda progressiste détaillé de réformes répondant aux principaux défis structurels auxquels l'Europe est confrontée. Nos réformes sont dirigées vers une compétitivité basée sur une productivité accrue, le plein emploi et un secteur public efficace. Nous nous élevons contre la vision conservatrice de réformes qui se concentrent sur la baisse du coût du travail et les privatisations, et se sont traduites par une quasi-déflation et des inégalités croissantes. Nous sommes convaincus que les politiques de l'UE et des États membres doivent passer par un tel changement. Les réformes structurelles progressistes permettront non seulement une relance de l'économie, mais aussi de remettre l'Europe sur la voie d'une croissance durable qui bénéficie à tous ses citoyens. ■

LES RÉFORMES PROGRESSISTES :

- **Améliorent la croissance**
- **Renforcent la pérennité**
- **Consolident le modèle social européen**
- **Stimulent la création d'emplois de qualité**
- **Rétablissent la cohésion sociale**
- **Promeuvent l'égalité des chances**
- **Ne laissent personne sur le carreau**

Réformes progressistes

Plus de cinq ans après le début de la crise, nous, Socialistes et Démocrates Européens, avons remporté une première victoire en déplaçant le débat européen vers des politiques davantage orientées vers la croissance. Investir plus pour créer de la croissance et des emplois : tel est le consensus qui prévaut désormais au sein de l'Union européenne (UE). Cependant, une bataille des idées est en cours quant **au type de réformes qui devraient aller de pair avec ces investissements accrus**. Pour lutter contre le chômage et les inégalités, et préserver notre modèle social européen, **nous devons œuvrer de concert pour adapter nos économies et nos sociétés**, en encourageant la participation à un nouveau modèle de croissance. Cela dit, nous devons nous y atteler sans créer ni pressions déflationnistes ni aucune insécurité économique supplémentaire et sans niveler par le bas nos acquis socio-professionnels. Nous nous engageons, pour des réformes structurelles qui amélioreront la croissance de l'Europe, renforceront sa durabilité et rétabliront la cohésion sociale et l'égalité des chances. Nos propositions plaident en faveur de **réformes structurelles progressistes** en ligne avec les trois **objectifs** suivants :

- **Doper la capacité de croissance de l'Europe et la création d'emplois de qualité ;**
- **Améliorer le caractère durable du développement européen, tant d'un point de vue économique, environnemental que social ;**
- **Réduire les inégalités sociales et accroître la solidarité.**

Notre but est de proposer un nouvel ensemble, cohérent de politiques et de mesures progressistes. Nous voulons que ces réformes remettent l'Europe sur les bons rails, permettent de recréer des emplois, soutiennent la re-convergence et ne laissent personne sur le carreau. Nos réformes renforceront également la crédibilité de l'UE à rétablir la croissance et à répondre aux attentes de ses citoyens. La plupart de ces réformes doivent être mises en œuvre par les États membres, mais certaines concernent la zone Euro ou l'UE dans son ensemble.

1. De « vieilles recettes » pour sortir de la longue crise économique de l'Europe?

Depuis l'apparition de la crise, la principale réponse apportée par les majorités conservatrices au sein de la Commission européenne et du Conseil européen a été un mélange d'austérité et de « réformes structurelles », en particulier dans le cadre du semestre européen de coordination politique. En 2015, alors que les conséquences de la crise restent dramatiques, les réformes structurelles continuent à être présentées comme la voie royale vers la croissance, et les institutions européennes plaident une nouvelle fois en faveur d'efforts supplémentaires pour les mettre en œuvre¹. Le concept de « réformes structurelles » remonte à bien avant la crise actuelle. À l'origine, il servait de référence pour diverses initiatives politiques destinées à libéraliser et à privatiser les économies d'Europe et des pays en développement à partir des années 1990, inspirées de la conditionnalité des aides financières octroyées par le FMI depuis les années 1970, qui fut ensuite largement discréditée. Pourtant, une approche biaisée prévaut encore à l'heure actuelle : la plupart des réformes étiquetées comme « structurelles » promeut une compétitivité basée sur le coût du travail, une réduction des dépenses publiques, la privatisation systématique et la limitation du rôle de l'État dans l'économie. Par conséquent, le concept de réformes structurelles est généralement perçu comme synonyme de démantèlement des acquis sociaux, avec en corollaire la déréglementation du marché du travail et une aggravation de l'impact social de la récente crise économique. Le moment est venu de consigner aux manuels d'histoire ce type de « réformes structurelles de la première génération ».

En Europe, les réformes structurelles néolibérales ont trop souvent été invoquées comme alternative à des politiques fiscales et monétaires plus propices à la croissance, au motif qu'elles pouvaient avoir en tant que telles un effet expansionniste et suffire pour réduire le chômage. Cependant, l'expérience récente montre que les réformes axées sur la réduction des coûts et la flexibilisation du travail ne constituent qu'une variable d'ajustement à court terme et tendent à avoir un impact déflationniste et procyclique² sans réellement doper la productivité ni la compétitivité à long terme. Pour éviter ces retombées déflationnistes sans risquer de créer des bulles spéculatives, les **réformes structurelles doivent aller de pair avec des mesures de relance fiscale crédibles**. Des investissements supplémentaires sont indispensables pour juguler le chômage et réduire les déficits de manière durable et équitable.

La Commission européenne a récemment pris une initiative positive en faveur d'une meilleure interprétation du concept de réformes structurelles puisqu'elle définit désormais les (principales) réformes structurelles au sein des États membres comme celles ayant des « effets budgétaires positifs directs à long terme, y compris en renforçant la croissance durable potentielle, partant un effet vérifiable à long terme sur la viabilité des finances publiques »³. Une telle définition, qui se concentre sur la croissance durable, pourrait englober une panoplie plutôt étendue de réformes qui seraient donc considérées comme structurelles, contrairement à l'approche axée sur l'austérité qui a prévalu jusqu'à présent.

Aujourd'hui, après des années de réformes à sens unique, le chômage dans l'UE atteint encore un seuil alarmant de 9,3%, comparé à 7,5% avant la crise. La proportion de chômeurs de longue durée est également en hausse. On dénombre 7 millions de personnes en plus confrontées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale qu'en 2009, soit au total 122,6 millions d'individus. La crise bancaire s'est transformée en crise de la dette publique, réduisant la marge de manœuvre budgétaire de nombreux gouvernements, alors que parallèlement, des défis majeurs tels que le changement démographique, les inégalités croissantes au sein et entre les États membres, la compétitivité mondiale ou le changement climatique et les défis liés à l'environnement n'ont toujours pas été relevés. « L'Europe est un continent de plus en plus divisé : croissance contre stagnation, hausse contre baisse des revenus réels, hausse impressionnante des emplois contre chômage sensiblement plus prononcé »⁴. **Ce constat illustre clairement le besoin d'un autre type de réformes structurelles, de réformes structurelles progressistes de « deuxième génération »** susceptibles de remettre l'Europe sur la voie de la convergence et d'une **croissance durable et équitable sur le long terme**.

”

Des investissements supplémentaires contre le chômage.

¹ *Le Programme de travail de la Commission européenne pour 2015 et les conclusions du Conseil européen de décembre 2015 plaident tous deux pour des efforts supplémentaires en matière de réformes structurelles. Dans son Examen annuel de la croissance, avalisé par le Conseil européen au printemps 2015, la Commission envisage des réformes structurelles assorties de mesures d'assainissement budgétaire et de stimulation de l'investissement, alors que la politique monétaire devrait demeurer accommodante à court terme.*

² *Olivier J. Blanchard et Daniel Leigh dans Erreurs de prévisions de croissance et multiplicateurs budgétaires, FMI, Document de travail, janvier 2013; Prévisions de l'OCDE pendant et après la crise : un post mortem, Note de politique économique du département des affaires économiques de l'OCDE, No. 23 février 2014*

³ *Article 5 du Règlement (CE) n° 1466/97, cité dans la Com(2015)12 "Utiliser au mieux la flexibilité offerte par les règles existantes du pacte de stabilité et de croissance"*

⁴ *Patrick Diamond, Roger Liddle and Daniel Sage in « The Social reality of Europe after the crisis, trends, challenges and responses » ; Policy Network and Foundation for European Progressive Studies, 2015*

”

Nous voulons
un modèle social
européen pérenne,
des emplois
de qualité et une
fiscalité juste.

2. Un ensemble alternatif de réformes structurelles progressistes



Les réformes structurelles doivent s'entendre au sens large du terme, en tant que changements organisationnels ou institutionnels contribuant à de meilleurs résultats sur le plan économique et social. Loin de s'y substituer, les réformes sont intimement liées aux investissements. Nous avons besoin de « réformes structurelles de long terme pour accroître la productivité, lutter contre les nouvelles formes d'inégalité et réinventer un modèle de croissance durable pour nos sociétés ». ⁵ En outre, nous devons reconsidérer la portée et la hiérarchie des réformes à entreprendre. **Notre définition des réformes maintient les critères d'effet budgétaire positif à long terme, d'impact vérifiable sur la viabilité des finances publiques à long terme ou de meilleures performances économiques. S'y ajoutent des critères de réformes capables de soutenir immédiatement la croissance, de réduire les inégalités sociales et d'améliorer la durabilité, lorsqu'elles sont combinées aux investissements.**

Nous identifions par conséquent les trois **priorités** suivantes, que nous estimons cruciales pour notre travail sur des réformes structurelles progressistes, faisant écho aux objectifs que l'UE s'est elle-même assignés à l'article 3.3 du TUE⁶ :

- **Un modèle social européen durable ;**
- **Innover pour un nouveau modèle de croissance et des emplois de qualité ;**
- **Retrouver la capacité d'investir par une fiscalité juste et efficace.**

Bien que les réformes structurelles soient généralement considérées comme un effort national, nous sommes convaincus qu'un ensemble cohérent de mesures nécessiterait également l'engagement d'actions au niveau européen, en particulier pour ce qui concerne la gouvernance socio-économique européenne et le fonctionnement de l'Union économique et monétaire. Ce besoin se reflète dans nos propositions dans les trois domaines cités plus haut, ainsi que dans une section spécifiquement consacrée aux réformes nécessaires à l'échelle européenne.

⁵ Olaf Cramme, Patrick Diamond and Michael McTernan in *Progressive Politics after the Crash*, I.B Tauris Edition, 2013

⁶ L'Union établit un marché intérieur. Elle œuvre pour le développement durable de l'Europe fondé sur une croissance économique équilibrée et sur la stabilité des prix, une économie sociale de marché hautement compétitive, qui tend au plein emploi et au progrès social, et un niveau élevé de protection et d'amélioration de la qualité de l'environnement. Elle promeut le progrès scientifique et technique. Elle combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociales, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant. Elle promeut la cohésion économique, sociale et territoriale, et la solidarité entre les États membres. Elle respecte la richesse de sa diversité culturelle et linguistique, et veille à la sauvegarde et au développement du patrimoine culturel européen.

”

Une Europe
performante
n'est pas
possible sans
une Europe
qui protège
et soutient.

3.

Un modèle social européen pérenne

La consolidation budgétaire menée ces dernières années s'est traduite par des coupes sombres dans les dépenses publiques. Tout au long de ce processus, le modèle social européen a été traité davantage comme un coût que comme une composante économique et sociale essentielle de nos sociétés. Une Europe qui avance, une Europe performante est inconcevable sans une Europe qui donne les moyens et protège. Une sortie de crise qui se reflète uniquement dans quelques améliorations d'ordre statistique ne mérite pas les efforts actuels. Cette crise ne sera résolue que lorsque les Européens aux quatre coins du continent ressentiront l'amélioration de leur situation économique, au quotidien.

En ce sens, un système de protection sociale équitable et durable est essentiel, et nous sommes convaincus que les réformes, de pair avec l'investissement social, doivent soutenir la consolidation de notre modèle social. Les réformes que nous entendons promouvoir sont complémentaires à notre engagement en faveur de l'introduction d'une clause sociale dans le droit primaire européen et à un changement dans la gouvernance européenne comme détaillé dans la déclaration du PSE intitulée « Vers une Union sociale ». Nos réformes sont axées sur des conditions de travail décentes, une protection efficace et la capacité à relever les défis d'une économie en mutation.

⁷ Déclaration des Ministres des Affaires sociales et de l'Emploi du PSE, adoptée le 27 février 2013.



Modèle social durable – moins

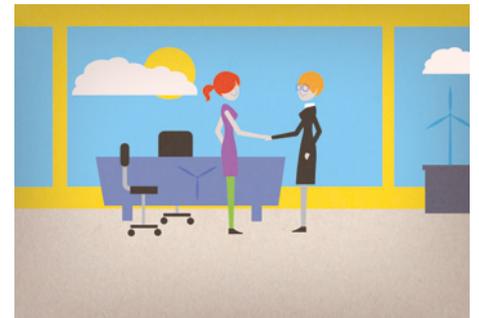
Nos réformes progressistes aident les gens qui, comme Tom et Sara, veulent pouvoir gagner leur vie décemment, avoir de bonnes perspectives d'avenir et soutenir leur famille.

Un travail décent

- Garantie pour la jeunesse
- Salaire minimum
- Droits des travailleurs
- Innovation
- Dialogue social



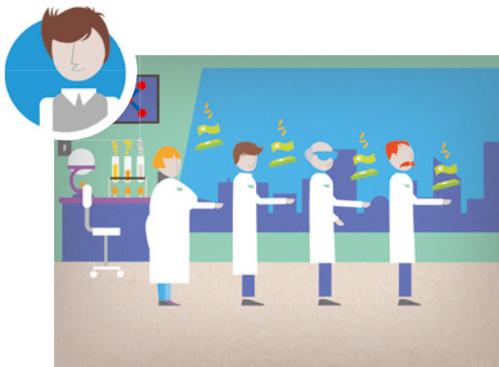
Lorsque Sara a quitté l'école, la garantie pour la jeunesse lui a assuré une formation.



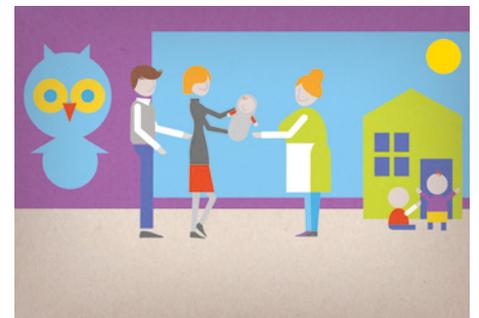
Grâce à cette formation, Sara a acquis les compétences qui lui ont permis de trouver un emploi dans une entreprise spécialisée dans les technologies vertes.

Une Europe qui protège

- Lutte contre la discrimination
- Égalité homme-femme
- Revenu minimum
- Services sociaux
- Garde d'enfants et soins aux personnes âgées
- Accès universel aux soins de santé
- Système de pension équitable



Dans le laboratoire qui emploie Tom, tous les employés, hommes et femmes, reçoivent un salaire égal pour un travail égal.



L'enfant de Tom est bien pris en charge grâce à un système de garde d'enfants de qualité à proximité de leur domicile, ce qui permet à ses deux parents de travailler.

Une économie plus sociale

- Des services publics de qualité
- Création d'emplois
- Investir dans les services sociaux
- Soutenir l'économie sociale et coopérative
- Travailler pour le bien public



Quand le père de Sara est devenu vieux et fragile, Sara s'est adressée aux services sociaux, qui l'ont aidée à prendre soin de lui.



Des personnes qualifiées prennent désormais soin du père de Sara. Ce service public crée des emplois de qualité.

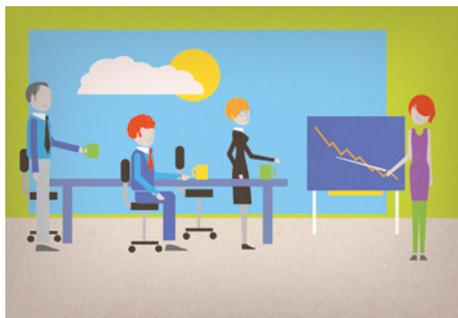
d'inégalités, plus de croissance



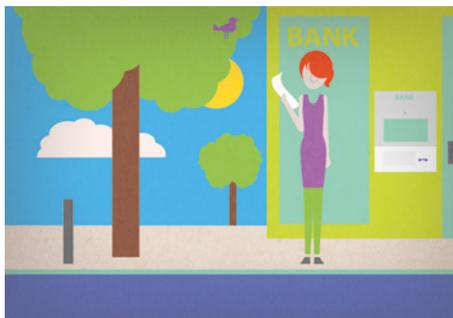
Nom : Sara
Age : 28
Vocation : être cadre et obtenir un bon salaire
Loisir : joue de la guitare



Nom : Tom
Age : 45
Vocation : un emploi flexible lui permettant un bon équilibre entre vie privée et professionnelle.
Loisir : la course à pied



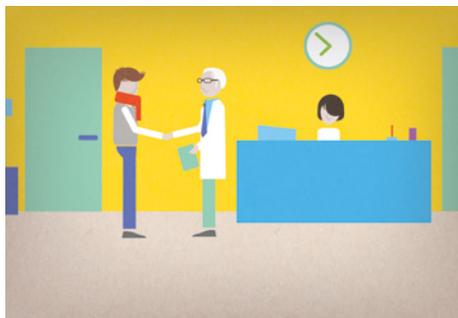
Le travail de Sara consiste à développer de nouveaux produits qui économisent l'énergie.



Lorsque Sara a commencé à travailler, elle a reçu un salaire décent grâce au salaire minimum.



Grâce au bon dialogue qui règne dans l'entreprise, Sara a le sentiment de pouvoir résoudre facilement tous les problèmes survenant au travail grâce au soutien de son syndicat.



Quand Tom est tombé malade, il savait qu'il pouvait aisément trouver un médecin et se permettre les soins dont il avait besoin.



Tom sait qu'il aura une pension décente et juste lorsqu'il partira à la retraite.



Il est également inscrit dans un programme de restauration, assurée par une entreprise issue de l'économie sociale. Ses repas sont préparés par des personnes en cours de réinsertion.



De tels services créent des emplois et aident les personnes dans le besoin. En d'autres termes, tout le monde en profite.

3.1 Des emplois décentés sur un marché du travail équitable.

”

Il faut des salaires minimums décentés dans tous les Etats membres.

La flexibilisation du marché du travail a été au centre des « réformes structurelles de première génération » mises en avant par l'Europe jusqu'à ce jour et a servi de prétexte pour réduire la protection de l'emploi, pour limiter les droits des travailleurs et des syndicats, et pour diminuer les allocations de chômage. Alors que les gains de productivité ou de compétitivité tant vantés restent à démontrer, la hausse de la pauvreté au travail et l'augmentation des contrats précaires qui ont découlé de ces réformes, de même que la persistance de niveaux dramatiquement élevés de chômage et de pauvreté, soulignent la nécessité d'une approche différente.

En particulier, il est essentiel de **reconsidérer la compétitivité en termes d'innovation, de résilience et de productivité** plutôt que de coûts, et de recentrer nos efforts sur des emplois de qualité et des salaires décentés pour éviter que les prétendus gains de compétitivité ne profitent à une minorité au détriment de la majorité. Cela est d'autant plus important si l'on considère que les organisations internationales suggèrent désormais que les inégalités de revenus ont un impact négatif significatif sur la croissance [...]

que ce soit en termes de demande, d'investissement ou de détérioration du capital humain. Les politiques visant à réduire les inégalités de revenus et garantissant des normes sociales sont dès lors importantes pour soutenir la croissance à long terme.

De même, il est important de reconnaître qu'un meilleur dialogue social est fondamental pour construire la compétitivité dans le cadre d'une économie saine. Comme le souligne la Commission : « Les pays dans lesquels le dialogue social est bien établi sont généralement ceux où la situation économique est plus favorable et subissant le moins de pression. De même, les pays caractérisés par un dialogue social fort figurent parmi les plus compétitifs d'Europe. »⁹

⁸ Federico Cingano, in *Trends in income inequality and its impact on Economic Growth*, OECD Social, Employment and Migration Working Papers n°163.

⁹ Commission européenne 2015 : « Un nouveau départ pour le dialogue social » .

Propositions du PSE :

■ **Poursuivre une convergence par le haut des normes sociales** aux quatre coins de l'Europe empêcherait que les politiques de l'emploi et les politiques sociales soient utilisées comme la principale variable d'ajustement en cas de choc économique. De plus, une réflexion sur l'harmonisation des normes pourrait être lancée dans le but d'assurer un niveau élevé de protection sociale et de prévenir le dumping social à travers l'Europe. Une révision de la directive relative au détachement des travailleurs pourrait aussi fortement y contribuer.

■ **L'introduction de salaires minimum décents** dans tous les États membres, par voie légale ou par le biais de négociations collectives, pourrait fortement contribuer à la prévention de la pauvreté au travail et à réduire les inégalités. Parallèlement, la concurrence déloyale sur les salaires et les bas salaires dans certains pays constituent l'une des principales raisons du tassement de la consommation et des investissements en Europe, alors que l'essentiel de l'excédent d'épargne accumulé au sommet de l'échelle de distribution des richesses est investi en dehors de l'Europe ou utilisé à des fins spéculatives. Le maintien ou le relèvement du pouvoir d'achat des salariés est crucial, en particulier pour combattre les tendances déflationnistes, renforcer la demande domestique et promouvoir la convergence économique entre les États membres.

■ La « **garantie jeunesse** » est une réforme structurelle d'ensemble¹⁰ qui a trait au fonctionnement des services de l'emploi et des systèmes d'éducation/formation et à leur coopération avec les entreprises, en particulier les PME. Des efforts sont encore nécessaires pour qu'elle atteigne son plein régime ; elle devrait dès lors faire l'objet d'un suivi plus rapproché au cours du Semestre européen. Pour accompagner sa pleine mise en œuvre, il conviendrait d'envisager le **relèvement de l'enveloppe annuelle de l'Initiative pour l'emploi des jeunes à 21 milliards**¹¹, comme le recommande l'OIT, et de prévoir une extension de la limite d'âge à 30 ans, pour mieux accompagner la transition des jeunes de l'éducation vers l'emploi.

■ L'introduction de **normes minimales pour les politiques actives du marché du travail** garantirait qu'elles assurent un soutien effectif pour trouver un emploi, notamment en termes d'accompagnement et de mise à jour des compétences en fonction des besoins individuels, plutôt que de pénaliser encore davantage les chômeurs et de réduire leurs droits. La « garantie pour la jeunesse » constitue une référence pertinente à cet effet.

■ Il convient de se pencher sur les moyens de réduire la **fragmentation des marchés du travail** sans

réduire les droits, pour faciliter l'accès à des emplois de qualité, mettre fin aux contrats précaires et aux contrats zéro-heure, et soutenir la convergence vers le haut en direction de normes communes du travail.

■ Les **mesures susceptibles de concilier vie privée et vie professionnelle** dopent la productivité en renforçant la motivation et la santé des travailleurs.

Investir dans une prise en charge de qualité tant des enfants que des personnes âgées constitue un moyen important pour permettre à plus de femmes et d'hommes d'accéder au marché de l'emploi.

■ La **promotion de la diversité et la lutte contre la discrimination** au sein des structures de travail, que ce soit par rapport aux personnes LGBT ou aux personnes issues de l'immigration, doivent être encouragées par le biais du dialogue et d'actions conjointes avec les syndicats, les organisations professionnelles et les employeurs.

■ **Un objectif contraignant de réduction de 2 % de l'écart de salaire** chaque année dans tous les États membres, constituerait un grand pas vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Une **directive révisée sur le congé de maternité** devrait garantir un niveau minimum de congé rémunéré et de protection au sein de l'UE.

■ **Le renforcement du dialogue social et de la négociation collective** par plus de démocratie sur le lieu de travail, au sein des entreprises et un partenariat social sectoriel plus fort contribueraient à construire des relations de confiance entre salariés et employeurs. Ceci soutiendrait également **l'identification de meilleurs modèles d'organisation du travail** permettant la prise d'initiatives et la créativité ainsi que des solutions décentralisées, adaptées à la situation et flexibles pour s'adapter à l'évolution des conditions socio-économiques, tout en préservant la paix sociale et en assurant le respect des droits des travailleurs.

¹⁰ « La garantie pour la jeunesse de l'UE », Commission européenne, MEMO du 8 octobre 2014.

¹¹ *La crise de l'emploi dans la zone euro : tendances et réponses politiques*, Organisation internationale du Travail, Institut International d'Etudes Sociales, 2012.



3.2

Une protection efficace pour une croissance équitable

Alors que les défis sociaux et les inégalités sont en hausse en Europe, l'austérité a fortement mis sous pression les systèmes de protection sociale en Europe. Il est certes important d'adapter la protection sociale aux enjeux liés au vieillissement de la société et d'en maîtriser le coût afin d'en assurer la pérennité. Toutefois, se borner à sabrer dans les dépenses sociales n'est ni acceptable ni souhaitable économiquement¹².

Il est plus que temps de rappeler que la **protection sociale, au-delà de ses retombées positives sur le plan social, fait office de stabilisateur économique tant sur la demande que sur l'offre**¹³. Les dépenses sociales contribuent à combattre les inégalités, à accroître le pouvoir d'achat et à doper la demande interne, donc à soutenir la croissance économique. Les investissements sociaux, notamment dans l'éducation, la formation professionnelle et les systèmes d'apprentissage continu, les transitions sur le marché du travail, l'accueil de la petite enfance ou d'autres services sociaux sont essentiels pour assurer que des travailleurs qualifiés, fortement motivés et en bonne santé contribuent au progrès économique tout au long de leur vie. Des schémas de revenu minimum et d'autres filets de sécurité ont un rôle vital pour soutenir l'insertion sociale et aider les personnes à prendre un nouveau départ dans leur vie. Par conséquent, lutter contre le démantèlement de nos systèmes de protection sociale et promouvoir des investissements dans la protection sociale ne relèvent pas uniquement de la justice sociale, mais aussi de l'efficacité économique.



¹² « Ce serait encore une erreur de se concentrer sur la croissance et de croire que les inégalités disparaîtront d'elles-mêmes, pas seulement parce que les inégalités ne sont pas souhaitables sur le plan éthique, mais aussi parce que la croissance qui en découle pourrait être faible et non durable. » Jonathan D. Ostry, Andrew Berg, and Charalambos G. Tsangarides, *Redistribution, Inequality, and Growth*, IMF Staff Discussion Note, Février 2014 SDN/14/02

¹³ Voir par exemple *Social Protection budgets in the crisis in the EU* ; Commission européenne ; DG EMPL Document de travail 01/2013

Propositions du PSE :

■ Des dispositifs de **revenus minimum** dans toute l'Europe contribueraient à réduire la pauvreté et à combattre les inégalités, tout en permettant aux ajustements macroéconomiques d'opérer de manière socialement responsable.

■ **Garantir l'accès universel aux soins de santé primaires** représente un investissement social dans la mesure où cette démarche contribue à réduire le recours aux soins spécialisés et aux services hospitaliers lorsque cela n'est pas nécessaire, partant à alléger les dépenses en soins de santé.

■ Il convient de se concentrer davantage sur la **pré-distribution**. Une éducation et des services sociaux de haute qualité doivent être accessibles à tous pour renforcer les compétences et les capacités de chacun à participer pleinement à la vie professionnelle et sociale et ce, depuis le berceau jusqu'à la vieillesse. Combinée à de robustes filets de sécurité en termes de redistribution, une **approche d'investissement social** contribue à renforcer la résilience des personnes à affronter les chocs économiques.

■ Les évolutions démographiques plaident en faveur d'une **réforme des systèmes de retraite**. Repousser l'âge de départ effectif à la retraite est certes important pour assurer la viabilité et l'adéquation des systèmes de pension, dans le plein respect des spécificités nationales, mais il est tout aussi important de calibrer les réformes des retraites de façon à refléter plus fidèlement les différences de **pénibilité du travail entre métiers**, et notamment ses retombées sur une vie en bonne santé, les opportunités d'apprentissage réelles tout au long de la vie et la possibilité effective pour les travailleurs plus âgés de continuer à travailler jusqu'à l'âge de la retraite. Parallèlement, il convient de promouvoir les formations, les services et les dispositions inhérentes aux systèmes de retraite soutenant le **vieillessement actif**, de façon à encourager plus de personnes à rester économiquement actives, si elles le souhaitent, au-delà de l'âge légal de leur départ à la retraite.

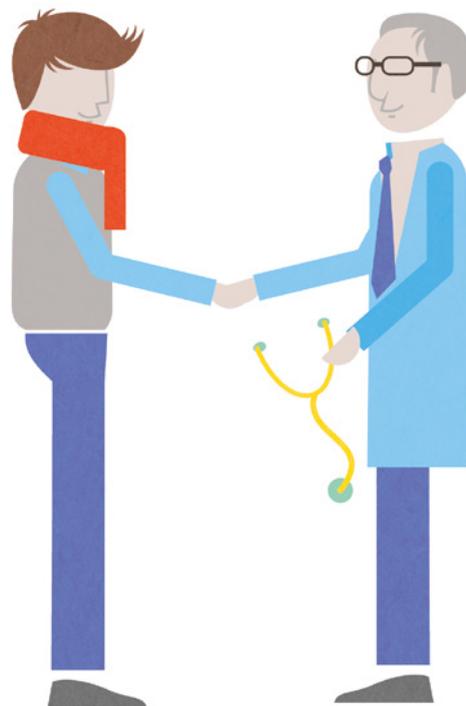
■ La question de l'écart des **retraites entre hommes et femmes** doit également être abordée, en agissant au niveau des salaires et du statut professionnel des femmes et des hommes, mais aussi en tenant davantage compte du temps consacré, tant par les femmes que par les hommes, au soin de leurs proches.

■ **L'orientation des fonds de pension publics et privés vers des investissements à plus long terme** comportant un niveau de risque moindre pourrait être envisagée pour éviter les placements financiers hasardeux à court terme et le risque que les souscripteurs ne voient leurs retraites dilapidées.

■ Pour assurer la viabilité de la protection sociale, son financement via les contributions sociales des employeurs ne devrait pouvoir faire uniquement l'objet d'exemptions limitées. En cas de recours à ces exonérations, un mécanisme de compensation devrait systématiquement intervenir. Des formules plus progressives de calculs des contributions sociales pourraient s'avérer nécessaires compte tenu des inégalités croissantes au niveau des revenus.

”

Renforcer le modèle social européen.



3.3

Relever les défis d'une économie en mutation

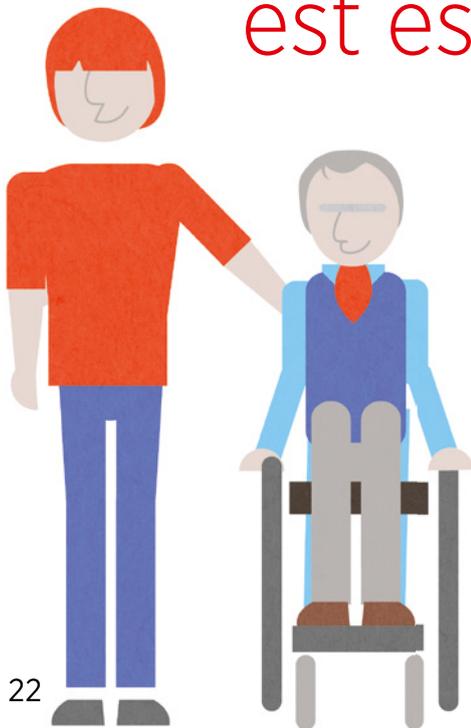
L'économie sociale, qui se caractérise à la fois par la fourniture de biens et de services à la société et par la poursuite d'objectifs d'intérêt général, peut s'avérer fortement complémentaire des services publics et élargir l'offre de services sociaux. Elle constitue également un secteur très prometteur en termes de création d'emplois et contribue de manière significative au développement économique et au bien-être¹⁴.

Bien que l'économie sociale ne puisse se substituer à l'État pour fournir les services publics, elle représente un secteur économique à part entière et est porteuse de nouvelles approches par rapport à la fourniture desdits services. Les pratiques qu'elle développe et sa contribution à l'innovation sociale peuvent contribuer utilement au développement des services publics en général.

Parallèlement, d'autres formes d'économie, d'organisation du travail et de modèles d'entrepreneuriat voient le jour. Ils ouvrent de nouvelles opportunités et posent de nouveaux défis au modèle social européen. Pour assurer la pérennité du modèle social européen, empêcher la multiplication d'emplois qui ne donnent pas accès à la protection sociale, améliorer et étendre l'offre de services sociaux, il est important que ce modèle social européen relève les défis et saisisse les opportunités que ces mutations économiques créent.

”

La participation des partenaires sociaux est essentielle.



¹⁴ Commission européenne, *Économie sociale et entrepreneuriat social, Guide de l'Europe sociale, Volume 4, mars 2013*

Propositions du PSE :

- **Investir dans les services sociaux et l'économie sociale et faciliter l'accès au financement des organisations d'économie sociale** peut soutenir largement la création d'emplois, notamment pour les travailleurs défavorisés, tout en contribuant au bien-être de la population toute entière et au renforcement de la cohésion.
- La **promotion de l'économie sociale et la fourniture d'assistance et de conseils** par le biais de réseaux de soutien et d'infrastructures adéquats, tels que la planification stratégique et les services de consultation, les incubateurs d'entreprises, pourraient soutenir encore davantage l'essor de l'économie sociale.
- Un **cadre juridique clair et une législation plus homogène** au niveau européen permettraient de lever les barrières au développement des activités d'économie sociale.
- Des **partenariats équilibrés entre les pouvoirs publics et les acteurs de l'économie sociale** pourraient constituer un moyen efficace de fournir des services au public et de financer l'innovation et, par conséquent, contribuer à la croissance économique et à la création d'emplois. Ils renforceraient également l'échange des pratiques entre secteur public et secteur privé.
- En outre, de **nouveaux modèles d'entrepreneuriat**, favorisant le réinvestissement des gains, la mutualisation de la propriété des entreprises et la participation des travailleurs à la gouvernance des entreprises devraient être soutenus au titre de mesures propices à l'innovation.
- **L'économie du partage** ouvre de nouvelles approches en matière d'activités économiques, et notamment de nouveaux modèles à la fois de consommation et de fourniture de services. Elle pose néanmoins des défis en termes de compatibilité avec la législation sociale et les politiques fiscales et requiert, par conséquent, la **mise en place d'un cadre juridique adéquat** axé sur les aspects commerciaux de l'économie du partage, afin d'assurer la sécurité juridique et une concurrence loyale entre opérateurs, spécialement en termes de conditions de travail et d'impôt.
- La **responsabilité sociétale et environnementale des entreprises doit être renforcée** et assortie de sanctions appropriées, en particulier par le biais de la responsabilité de la chaîne d'approvisionnement. Toutes les entreprises opérant au sein d'une chaîne de sous-traitance devraient être rendues potentiellement responsables en cas d'abus environnementaux ou sociaux, y compris dans l'hypothèse où ceux-ci surviendraient en dehors de l'UE.
- **L'implication des partenaires sociaux** est essentielle pour favoriser l'adaptation aux formes d'emploi et aux conditions de travail changeantes et faire en sorte que la transition vers un nouveau modèle de productivité et de compétitivité débouche sur un renforcement – et non un affaiblissement – des normes sociales et de la protection des travailleurs.

”

L'investissement
et les réformes
progressistes : deux
piliers pour mettre
fin à la crise.

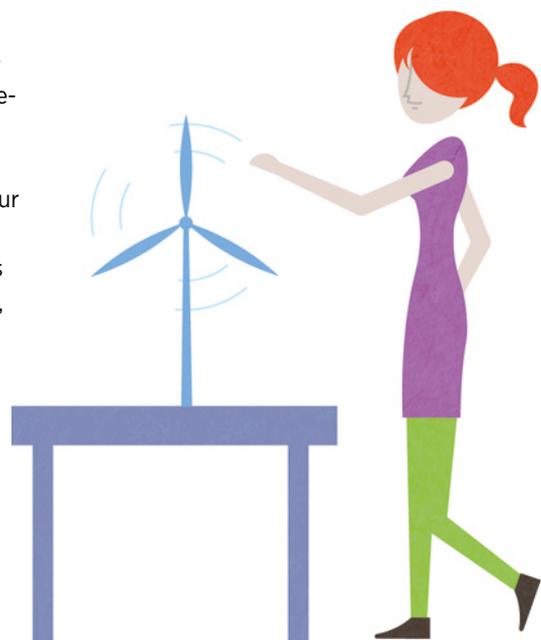
4.

Innover pour un nouveau modèle de croissance et des emplois de qualité

La crise demeure une triste réalité pour les Européens et la menace d'une spirale déflationniste aux conséquences sociales durables est de plus en plus présente. Cela démontre qu'une saine gestion des finances publiques n'est pas suffisante en tant que telle pour sortir de la crise. En revanche, des investissements intelligents sont nécessaires pour créer des emplois et améliorer la qualité de vie des Européens, tant à court terme qu'à long terme. L'innovation doit être au cœur de notre réponse à la crise, que ce soit en termes de nouvelles technologies, de nouvelles manières d'affronter les nouveaux besoins sociétaux et de nouveaux modes d'organisation du travail et des entreprises.

Améliorer les conditions de l'innovation dans les domaines de **la connaissance, de l'industrie et de l'économie verte** doit aller de pair avec une hausse des investissements. Il est crucial de bien coordonner les investissements dans les actifs immobilisés et la technologie d'une part, et les investissements dans la formation et l'éducation d'autre part.

Le Fonds européen pour les investissements stratégiques, ainsi que les fonds structurels et d'investissement de l'UE, devraient contribuer à générer une croissance innovante et durable et des emplois décents. Néanmoins, il est peu probable que même leur effet combiné ne suffise à combler le fossé d'investissement annuel de l'UE, qui s'élève à 200 milliards rien que dans les domaines de l'Internet haut-débit, de l'énergie et des infrastructures de transport.



Nouveau modèle de croissance des investissements intelligents

Nos réformes soutiennent un développement économique pérenne et assurent que Tom, Sara et tous les citoyens puissent trouver un emploi décent et bénéficier d'une bonne qualité de vie.

L'éducation pour une économie fondée sur la connaissance

- Investir dans l'éducation
- Développement personnel
- Programmes d'éducation avec une expérience du travail
- Stages de qualité
- Élimination des préjugés liés au genre
- Investir dans la recherche et le développement
- Apprentissage tout au long de la vie



Tom et Sara sont prêts pour le monde du travail actuel et futur, car leur gouvernement progressiste investit massivement dans l'éducation.



Dans le cadre de son cursus scolaire, Tom a effectué un apprentissage dans le laboratoire pour lequel il travaille maintenant.

Politique industrielle européenne

- Planification à long terme
- Nouvelles méthodes de production et nouveaux produits
- Investir dans les infrastructures
- Soutien aux PME et aux grandes entreprises
- Soutien actif de l'État
- Une économie plus numérique



Établi dans la même région, le laboratoire de Tom fournit les matériaux dont l'entreprise de Sara a besoin pour produire des biens innovants.



Cela est dû au fait que les autorités publiques ont planifié et soutenu le développement du secteur des technologies vertes dans la région de Tom et Sara.

L'économie verte : une source de croissance

- Améliorer l'efficacité énergétique, notamment celle des immeubles
- Une fiscalité verte pour les gaz à effet de serre
- Incitations à un changement dans la consommation d'énergie
- Investir dans les énergies renouvelables
- Passage à une économie circulaire
- Une meilleure énergie abordable pour tous



Si le défi de trouver de nouvelles façons de réduire la consommation d'énergie dans l'industrie et dans les habitations est bien réel, il crée aussi des emplois, comme celui de Sara.

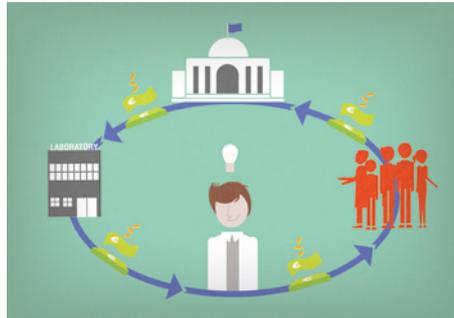


L'entreprise de Sara bénéficie de déductions fiscales parce qu'elle développe l'éolien.

et emplois de qualité –



Grâce à un programme de formation en interne, Tom apprend régulièrement de nouvelles techniques et progresse dans son travail. Il est un rouage essentiel dans le fonctionnement quotidien du laboratoire.



Ses innovations profitant à tous, le laboratoire de Tom reçoit des subventions pour investir dans la recherche et le développement.



Comme bon nombre d'entreprises de la région, celle de Sara est une PME. Au départ, elle a bénéficié d'une réduction d'impôt pour pouvoir l'embaucher.



Désormais, les entreprises de Tom et de Sara écoulent leurs produits tant à l'intérieur qu'en dehors de leur région et ce, grâce à une infrastructure de transport efficace.



Les produits de Sara se vendent de mieux en mieux, car la mise en place d'une fiscalité verte encourage les consommateurs à passer à une énergie plus propre.



Comme il a amélioré l'isolation de son appartement, Tom bénéficie d'une réduction d'impôt et sa facture d'énergie diminue.



Tom et Sara trient leurs déchets ; ils savent que leur bouteille en plastique peut devenir leur prochain tout nouveau pull.

4.1

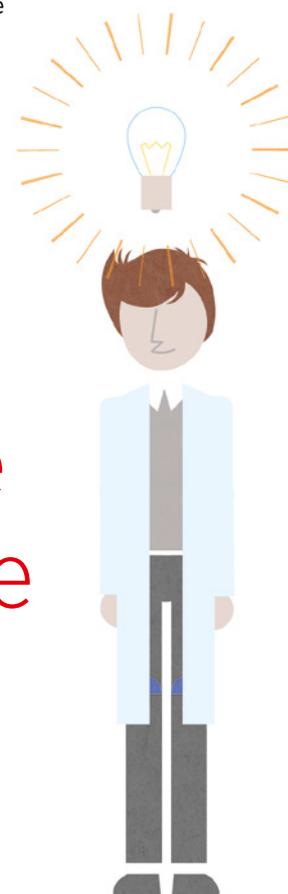
Investir dans l'éducation pour progresser réellement vers une économie innovante basée sur la connaissance

Dans des sociétés modernes, une croissance pérenne requiert une population toujours plus instruite. Investir dans l'infrastructure liée à l'éducation et dans les personnes, pour développer les qualifications, les compétences et le savoir est essentiel pour la participation de tous au marché du travail et à la société. Le succès de l'économie européenne dépend de plus en plus de notre capacité à la transformer en une économie de la connaissance. L'innovation est au cœur de ce processus puisqu'elle confère une valeur ajoutée à la connaissance, débouche sur la création de nouveaux produits et services, et pourrait devenir le principal moteur pour une croissance plus intelligente avec plus d'emplois, de meilleure qualité. Il est essentiel de **permettre aux entreprises de fournir les produits et les services les plus innovants et les plus qualitatifs au plus grand nombre possible de consommateurs.**

Si le secteur privé a un rôle évident à jouer pour accroître la capacité d'innovation de l'Europe, l'État-entrepreneur est lui aussi un acteur incontournable de l'innovation, tant directement via la recherche publique et l'éducation qu'indirectement en élaborant une stratégie propice à l'innovation et en développant les conditions pour que le secteur privé innove, tout en garantissant la qualité de l'emploi et un environnement juridique sûr. Dès lors, tant le secteur privé que le secteur public devraient soutenir les niveaux de compétence des citoyens européens, investir dans le capital humain, la qualité de l'éducation et la recherche et développement.

”

Investir 3 % du PIB de l'UE dans la recherche et le développement.



Propositions du PSE :

■ **L'éducation est un bien public dans lequel il faut investir.** Les États membres devraient investir au moins 6 % de leur PIB respectif dans l'éducation et la formation, tout en cherchant à optimiser les retombées socio-économiques de cet investissement.

■ Promouvoir la **convergence des normes dans l'enseignement supérieur et l'enseignement professionnel** pourrait contribuer à en améliorer la reconnaissance et à réduire les inadéquations des compétences auxquelles les salariés et les entreprises sont confrontés. En particulier, il convient de promouvoir la culture numérique et des compétences plus pointues en matière de TIC.

■ **L'introduction de programmes de formation en alternance dans tous les États membres devrait être soutenue** et ce, y compris dans le cadre du dispositif de « garantie jeunesse ». La formation en alternance ne devrait cependant jamais prévaloir sur l'objectif qu'a l'éducation de favoriser l'épanouissement de chacun en tant qu'individu et citoyen et de fournir une base solide pour que chacun puisse s'adapter aux évolutions économiques tout au long de la vie. Combiner l'éducation en milieu scolaire avec la formation pratique et l'expérience sur le lieu de travail constitue une méthode éprouvée pour doper les qualifications des étudiants. Elle devrait s'appuyer sur des normes de qualité pour les lieux de formation et l'incitation ou l'obligation pour les entreprises d'une certaine taille d'offrir des opportunités d'apprentissage. L'enseignement et la formation professionnels devraient garantir l'accès à la formation et aux apprentissages, la perméabilité entre les systèmes d'éducation, l'enseignement supérieur et le marché du travail, et l'épanouissement personnel des étudiants.

■ La mise en place de **programmes éducatifs en immersion professionnelle** conçus avec des entreprises opérant dans des secteurs à haut potentiel de création d'emplois pourrait fortement soutenir l'emploi en luttant contre les problèmes d'inadéquation des compétences et en tissant des liens directs entre les employeurs et les bénéficiaires de ce type de programmes.

■ De nouveaux investissements et mesures devraient également contribuer à **éradiquer les préjugés liés au genre** dans l'éducation et sur le marché du travail, notamment pour encourager les femmes à s'engager davantage dans des cursus scientifiques, technologiques, mathématiques et d'ingénierie (STEM).

■ La recherche et développement, au même titre que l'innovation, sont essentiels pour la productivité et la compétitivité de l'économie européenne.

L'objectif de la stratégie Europe 2020 d'investir 3 % du PIB de l'UE dans la R&D est l'objectif principal à cet égard. Ces investissements ne devraient pas nécessairement se limiter aux nouveaux secteurs d'avenir, mais devraient également porter sur les secteurs traditionnels et mûrs tels que la métallurgie, la chimie et l'automobile. L'utilisation des fonds nationaux et **européens, notamment l'EFSI et les Fonds structurels, pourrait être davantage ciblée pour surmonter les déséquilibres régionaux en matière d'innovation**, spécialement dans les régions périphériques, entre autres en soutenant les pôles d'innovation régionaux et les plateformes d'investissement paneuropéennes.

■ La **coopération entre l'État et le secteur privé dans le domaine de l'innovation** devrait être renforcée en vue de garantir une forte interaction entre les secteurs public et privé, entre les entreprises et la recherche ainsi qu'entre l'offre et la demande de solutions innovantes.

■ Le **droit à la formation tout au long de la vie** pour tous les travailleurs européens pourrait leur permettre de s'adapter à un environnement de travail en constante mutation et à l'évolution rapide des technologies. Les salariés ne peuvent pas être considérés comme une marchandise dont on peut aisément se débarrasser mais plutôt comme des contributeurs directs au succès de l'entreprise.

■ La **reconnaissance et la validation des qualifications et des compétences** acquises au cours d'apprentissage non-formel et informel pourraient soutenir encore davantage les opportunités d'apprentissage et d'emploi.

■ L'élaboration de **normes de qualité et de conditions de travail minimales décentes pour les stages** et les apprentissages est importante pour améliorer la transition de l'éducation vers l'emploi.

■ Une **coordination plus étroite des politiques en matière d'innovation, de concurrence, industrielles, éducatives, de l'emploi, environnementales, climatiques, commerciales et de recherche** à l'échelle européenne, nationale et régionale pourrait favoriser les synergies intersectorielles.

■ Une **meilleure organisation du travail, permettant une participation des travailleurs à part entière** plutôt qu'une surspécialisation des tâches serait de nature à fortement contribuer à la motivation des travailleurs et à une innovation croissante.

4.2

Une politique industrielle européenne

Le secteur industriel est vital pour l'économie européenne. Il génère 15 % du PIB de l'UE¹⁵ et emploie environ 40 millions de personnes.

Ses interactions avec le reste du tissu économique européen s'étendent bien au-delà de la production, des matières premières et de l'énergie en amont, aux services aux entreprises (ex. logistique) et au consommateur en aval. Dans le secteur privé, près d'un emploi sur quatre est lié à l'industrie, souvent hautement qualifié, alors que chaque emploi supplémentaire dans la production débouche sur la création de 0,5 à 2 emplois dans d'autres secteurs. L'industrie accapare plus de 80 % des exportations européennes et 80 % de la recherche et de l'innovation privées¹⁶.

La politique industrielle joue également un rôle clé dans la recherche de solutions à d'autres enjeux majeurs, tels que le changement climatique.

C'est pourquoi nous sommes convaincus du rôle central de l'industrie pour la création d'emplois et la croissance en Europe et nous pensons que **l'innovation (aussi bien dans les méthodes de production que pour la création de nouveaux produits) peut contribuer à une industrie européenne qui ne se livre pas uniquement à une concurrence sur le prix mais surtout sur la qualité de ses produits**. Parmi d'autres évolutions, la numérisation de l'industrie offre de nombreuses opportunités susceptibles de conférer un avantage concurrentiel au secteur industriel européen. Il faudra prêter une attention particulière à ces opportunités ainsi qu'aux risques inhérents à cette numérisation.

”

L'industrie a un rôle central pour la création d'emploi et la croissance en Europe.



¹⁵ Commission européenne, Communication intitulée « Pour une renaissance industrielle européenne », COM(2014) 14 final

¹⁶ Rueda-Cantuche, José M.a, Sousa, Nb., Andreoni, Va. and Arto, Ia. „The Single Market as an engine for employment growth through the external trade“, Joint Research centre, IPTS, Seville, 2012

Propositions du PSE :

■ L'UE et les États membres pourraient **développer une planification à long terme des politiques et des stratégies industrielles** pour anticiper les évolutions économiques, industrielles, de l'emploi et technologiques et soutenir le développement de « champions » industriels européens au travers de projets transfrontaliers.

■ Offrir une infrastructure hautement qualitative à l'ensemble des acteurs industriels est une condition préalable pour attirer plus d'investissements vers l'industrie européenne et surmonter les déséquilibres industriels en Europe. Il est possible de le faire grâce à **des investissements accrus dans le développement, l'entretien et le renouvellement des infrastructures physiques et économiques** (accès à l'énergie, aux réseaux de transport et aux TIC), en favorisant des solutions respectueuses de l'environnement. Les financements européens doivent être ciblés sur de tels projets et soutenir la convergence des niveaux de développement des infrastructures à travers l'UE. Par exemple, les projets d'infrastructure énergétique d'intérêt général devraient être financés par ces fonds.

■ Des mesures d'incitation visant à **renforcer la chaîne d'approvisionnement, à créer de nouvelles interconnexions entre entreprises**, comme les plateformes technologiques, ainsi qu'à soutenir l'innovation organisationnelle, pourraient contribuer grandement à une industrie innovante en Europe.

■ **Les règles européennes en matière d'aides d'État pourraient être réexaminées pour permettre aux gouvernements de soutenir activement l'industrie** afin qu'elle devienne plus innovante. Elles pourraient, par exemple, permettre aux pouvoirs publics et aux procédures de passation des marchés publics d'être plus attentifs à la qualité des produits et services offerts ainsi qu'aux critères sociaux et environnementaux, plutôt que de conditionner les décisions exclusivement par rapport au prix. Ce processus favoriserait la mise en place de normes adéquates.

■ **Une égalité de traitement entre les PME et les grandes entreprises, en termes de fiscalité, d'aide publique et de réglementation**, serait de nature à aider les PME, qui constituent un gigantesque bassin d'emplois. La révision du Small Business Act est une opportunité pour affronter ces enjeux.

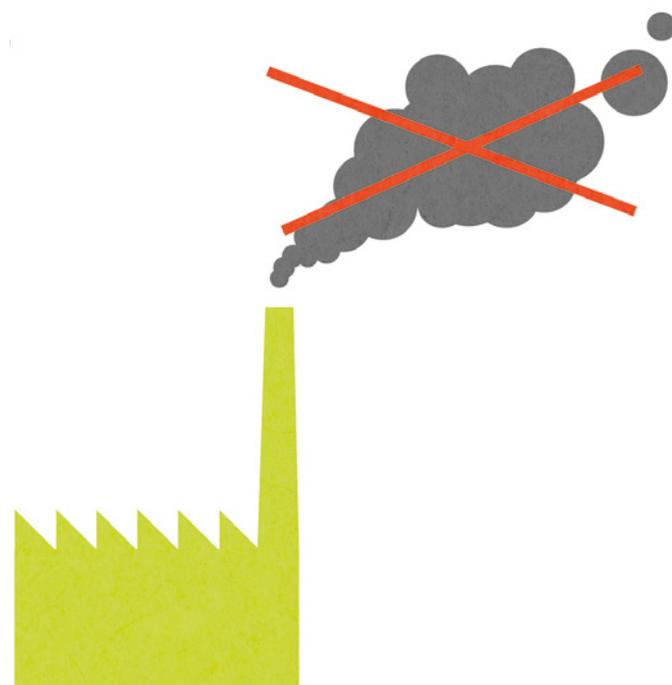
■ **Les petites et moyennes entreprises devraient bénéficier d'un soutien accru** pour surmonter la crise et commencer à créer de nouveaux emplois. Les programmes de financement des PME et de microcrédit européens et nationaux sont autant d'instruments importants dans ce sens. Le potentiel de la **technologie numérique** aussi bien en tant que

secteur que comme outil pour moderniser la production et répondre de plus près aux besoins des personnes, mériterait également d'être davantage exploré et soutenu. Cette numérisation doit s'accompagner de politiques industrielles actives en matière d'éducation et de formation en vue de qualifier, requalifier et améliorer les compétences de la main-d'œuvre. La coordination des acteurs économiques, sociaux et scientifiques contribuerait à utiliser au mieux les technologies numériques.

■ **La transition vers un environnement de travail numérique ne doit pas porter atteinte aux normes européennes régissant le travail et l'emploi.** Nous devons garantir une protection sociale, des conditions de travail et des droits des travailleurs adéquats tout au long du processus de transition vers un marché du travail et un environnement de travail numériques.

■ Un **environnement numérique sûr**, garantissant la sécurité des données tant privées que des entreprises, est un aspect primordial de la numérisation de l'économie et de l'industrie.

■ La ré-industrialisation de l'Europe peut être étroitement liée au **passage à une économie plus verte** en maximisant l'efficacité dans l'utilisation des ressources (voir section suivante).



4.3

Une transition vers une économie plus verte comme source de croissance

L'UE a joué un rôle de premier plan sur la scène internationale dans la lutte contre la pollution et le changement climatique. Convertir cet engagement international en réalité économique est non seulement important pour reconquérir le leadership mondial et crédibiliser la capacité de l'UE à atteindre ses objectifs de réduction des émissions de CO₂, mais aussi pour améliorer les performances de nos économies.

Les technologies vertes, en particulier dans le domaine de l'énergie, sont cruciales pour la viabilité de notre modèle économique. Elles recèlent également un potentiel important de croissance et de création d'emplois à court terme. **Les secteurs tels que les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, le recyclage ou encore les solutions vertes en matière de transport, ont en effet un potentiel considérable en termes de création d'emplois et d'innovation.**

Parallèlement, les contraintes liées aux ressources, en particulier les ressources naturelles et rares, démontreront les limites à nos modes de consommation actuels. Un usage plus efficace des ressources réduira l'empreinte écologique de l'Europe sur les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que sur l'utilisation des terres, des matières et de l'eau. Il contribuera à éviter les conséquences néfastes liées à l'extraction des minerais et des métaux, à l'incinération et à l'enfouissement des déchets tout en réduisant la dépendance extérieure de l'Europe par rapport à certaines ressources.

Nous sommes convaincus que l'UE devrait investir de manière ambitieuse dans ces secteurs pour créer de la croissance et des emplois et modifier les modes de consommation européens en matière d'énergie et de ressources. L'Europe doit s'appuyer sur son statut de précurseur dans ces politiques pour permettre aux industries de l'UE de tirer profit de leurs retombées positives sur la compétitivité et la création d'emplois.

”

Protéger notre environnement et améliorer la compétitivité de nos industries.

Propositions du PSE :

■ Accroître les investissements publics et privés pour **améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et des logements** permettrait d'économiser jusqu'à 80% de la consommation d'énergie et de créer un nombre considérable d'emplois, tout en soulageant les populations à revenu modeste du poids des dépenses énergétiques. Les subventions à l'investissement en faveur de l'efficacité énergétique consentis par les ménages à faible revenu représentent l'une des formes les plus intelligentes de redistribution.

■ Le **durcissement de la réglementation** permettrait de mieux soutenir la transformation de la production et de la consommation énergétiques européennes, conjointement à des **taxes vertes sur les émissions de gaz à effet de serre**. La fiscalité verte permettrait de dégager des recettes supplémentaires à investir et constituerait une incitation forte en faveur d'une transition vers plus d'énergies renouvelables dans la palette énergétique et une économie à faibles émissions de carbone. L'éventuel caractère disproportionné de son impact pour les consommateurs vulnérables devrait être compensé à l'aide de mesures politiques sociales et énergétiques adéquates pour prévenir la pauvreté énergétique, notamment des subventions à l'investissement en faveur de l'efficacité énergétique consentis par les ménages les moins nantis.

■ Le nombre de certificats carbone émis dans le cadre du **système d'échange de quotas d'émission** pourrait être réduit grâce à la mise sur pied rapide d'une **réserve de stabilité du marché** afin de retirer une quantité substantielle de ces certificats. Cette mesure soutiendrait fortement la hausse du prix des certificats, qui se situe actuellement aux environs de 7 EUR par tonne, générant une incitation encore plus forte en faveur d'un changement de la consommation énergétique.

■ L'achèvement du marché énergétique intérieur européen soutiendrait la transition énergétique. Pour ce faire, il faudrait une **Union de l'énergie fondée sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et une infrastructure intelligente**, capable de soutenir le développement d'une industrie durable et compétitive au sein de l'UE.

■ Investir dans **l'efficacité énergétique, l'énergie renouvelable et d'autres technologies vertes** devrait représenter l'une des principales priorités du Fonds européen pour les investissements stratégiques.

■ Basculer vers un **modèle énergétique davantage décentralisé et plus démocratique** pourrait permettre aux citoyens de participer à la production énergétique locale, d'en tirer profit et de contribuer au déploiement de la transition énergétique en Europe.

■ Une transition vers une **économie circulaire globale reposant sur une utilisation efficace des ressources** qui ne se concentrerait pas uniquement sur la gestion des déchets, mais aussi sur la prévention des déchets pourrait protéger les fondements naturels de nos modes de vie et rendre nos industries plus compétitives. Forte consommatrice de main-d'œuvre, l'économie circulaire couvrant la collecte, le tri, les tests, la réfection et la revente offre de surcroît un potentiel de création d'emplois, tous niveaux de qualifications confondus, contribuant ainsi à la croissance inclusive.

■ Le principe de « hiérarchie des déchets » devrait être mieux mis en œuvre pour éviter l'élimination superflue des déchets¹⁷, par exemple en **décourageant le recours à l'enfouissement et à l'incinération des déchets** au travers de la fiscalité.

■ Le consommateur et l'environnement ont tout à gagner d'une révision des **règles d'écoconception** qui ferait la part belle aux possibilités de réparation et de réutilisation des matériaux pour éviter les déchets, ainsi qu'à l'efficacité énergétique.

¹⁷ Les politiques devraient viser à prévenir les déchets, préparer les déchets en vue de leur réutilisation étant la deuxième meilleure option, suivie du recyclage, de la récupération et, in fine, de l'incinération et de l'élimination des déchets.



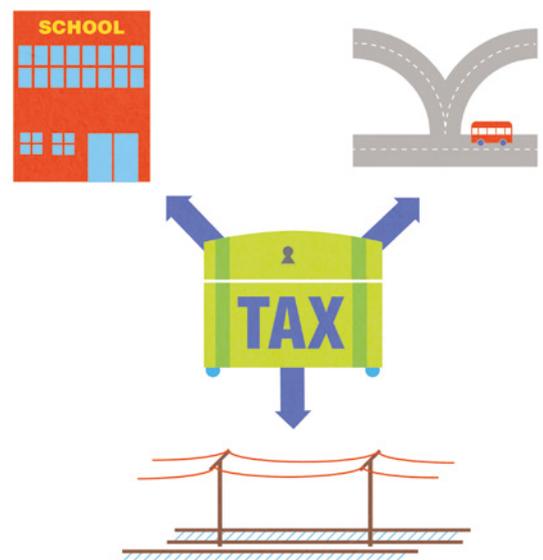
”

L'impôt est un
outil de justice
sociale.

5. Retrouver la capacité d'investir par une fiscalité équitable et efficace

L'impôt est essentiel en tant que contribution de tout un chacun au fonctionnement de la société. Il ne s'agit pas uniquement d'un devoir civique, mais aussi d'un instrument de justice sociale permettant de modifier notre modèle de croissance et de façonner nos sociétés. À ce titre, l'impôt est un déterminant majeur pour l'allocation des droits et des ressources au sein de nos sociétés. Il s'agit également d'un instrument crucial pour lutter contre les inégalités, parvenir à la justice sociale, renforcer le bien-être dans nos sociétés et promouvoir un développement économique durable.

La crise de la dette souveraine et les processus d'assainissement budgétaire qui en découlent d'une part, et l'évasion fiscale à grande échelle couplée à une planification fiscale agressive de l'autre, ont fortement réduit la capacité des pouvoirs publics de nombreux États membres à investir dans la croissance durable et à agir comme fournisseurs de services publics. Pour rétablir cette capacité, il est essentiel de rendre aux pouvoirs publics européens les moyens d'accomplir leurs missions. En tenant compte de notre engagement de responsabilité budgétaire, ceci passe par une amélioration significative de la collecte de l'impôt, la recherche de nouvelles sources de revenus et l'utilisation la plus judicieuse possible des recettes fiscales.



Un système fiscal juste et effi

Tom et Sara savent que ce qu'ils paient d'impôt est nécessaire au fonctionnement des services publics. Ils ont confiance dans l'utilisation à bon escient de cet argent et dans le fait que chacun, particulier ou entreprise, contribue de manière équitable.

Une fiscalité meilleure et plus juste : un outil de justice sociale

- Une assiette fiscale commune pour les entreprises
- Mettre un terme aux accords de complaisance en matière fiscale
- Progressivité de l'impôt sur le revenu et de la taxation immobilière
- Taxation des bonus et stock-options
- Fiscalité environnementale



Toutes les entreprises, de la PME de Sara aux grandes multinationales, paient une juste part d'impôt. Les grandes entreprises ne sont pas autorisées à user de leur poids économique pour exiger une fiscalité quasiment nulle et créer une concurrence fiscale entre les pays. À l'instar des entreprises, tous les particuliers doivent contribuer équitablement à la société.



Cela signifie que Sara, qui gagne actuellement plus que Tom et dont la maison est plus grande, paie plus d'impôts que Tom.

Éradiquer la fraude fiscale et réglementer le secteur financier

- Pays où le bénéfice est réalisé = pays de l'imposition
- Une meilleure coopération entre les États pour lutter contre la fraude
- Une liste noire des paradis fiscaux
- Transparence des informations fournies par les multinationales
- Taxe sur les transactions financières
- Transparence et réglementation du système bancaire parallèle
- Protection des contribuables des défaillances des banques



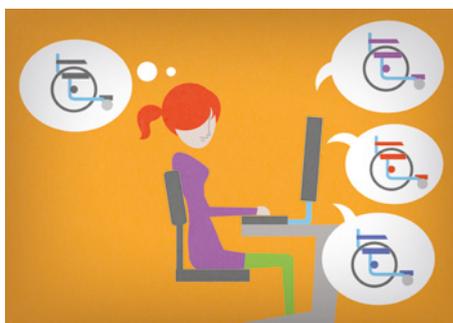
Les entreprises de Tom et de Sara paient leur impôt dans le pays où elles exercent leurs activités. Elles savent que cet argent est indispensable pour financer les infrastructures et soutenir l'innovation, ce qui leur a précisément permis de trouver des salariés qualifiés et de prospérer.



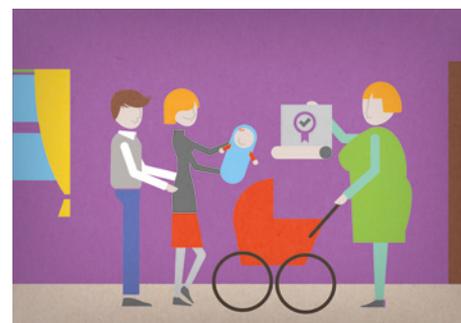
Dans la mesure où les États coopèrent de plus en plus et ont dressé la liste des paradis fiscaux, l'évasion fiscale est de toute façon une entreprise risquée qui n'en vaut pas la chandelle.

Des dépenses efficaces pour des services publics de qualité

- Modernisation des services publics
- Simplification des procédures
- Participation des citoyens
- Transparence des dépenses publiques
- Réduction des charges administratives inutiles
- Lutte contre la corruption
- Marchés publics de qualité

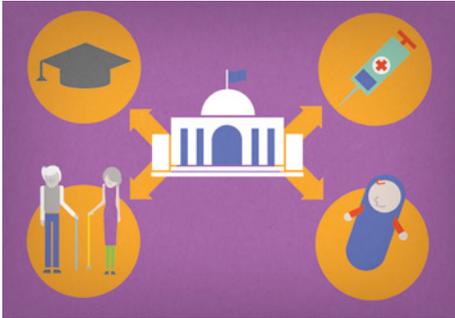


En cherchant sur Internet, Sara a facilement trouvé les services publics qui fournissent dorénavant un soutien à son père.



En cherchant une place dans une garderie pour enfants, Tom et sa partenaire ont reçu des propositions sur mesure de leur conseil municipal et ont pu facilement s'inscrire.

Face pour mieux investir



Tous deux savent que leur argent sert à financer l'éducation et les services sociaux dont bénéficient leurs familles.



La fiscalité est également utilisée pour encourager des comportements respectueux de l'environnement. Cela signifie que Tom et Sara sont moins taxés puisqu'ils économisent de l'énergie, tandis que les pollueurs sont appelés à payer davantage.



La taxe sur les transactions financières prélève une faible commission sur chaque transaction ; elle garantit que le secteur financier contribue à la société au même titre que les particuliers et les entreprises.



Grâce à une réglementation adéquate, Tom et Sara savent que les fonds qu'ils confient à leur banque sont à l'abri de la spéculation financière.



Tom, Sara et tous les citoyens sont régulièrement consultés sur les projets élaborés par leurs autorités locales. De cette façon, ils ont voix au chapitre sur la façon dont l'argent public est dépensé.



Lorsque l'entreprise de Sara a été sélectionnée pour équiper la mairie de la ville d'éoliennes, elle a dû passer par une procédure de sélection publique et transparente. Cela a permis de retenir la meilleure offre et d'empêcher toute forme de corruption.

5.1

Une nouvelle fiscalité plus efficace et plus juste

La taxation, en tant que coût ou stimulus, peut avoir un impact fort sur la croissance et l'emploi. Pendant de nombreuses années, par exemple, le Conseil a jugé important d'alléger la fiscalité du travail pour accroître la compétitivité et l'emploi.¹⁸ Il existe différentes réalités au sein de l'UE et le « modèle nordique » montre que des taux d'imposition élevés sont compatibles avec des taux d'emploi élevés. Pour autant, attendu que la fiscalité du travail, parmi d'autres facteurs, risque d'impacter le fonctionnement du marché du travail, une taxation du travail différentielle pourrait être introduite. Pour des raisons économiques et de justice sociale, elles pourraient augmenter progressivement avec les salaires et ainsi éviter une perte de recettes publiques et ne pas compromettre la sécurité sociale¹⁹, contrairement à ce que l'on observe souvent.

A ce jour, l'agenda des réformes structurelles a essentiellement impliqué un transfert de fiscalité du travail vers la consommation (notamment à travers la TVA). Or, cette mesure tend à renforcer les inégalités²⁰, un phénomène qui tend à son tour à freiner la croissance. En outre, la Commission européenne a conclu que les États membres possédant la plus forte taxation du travail ne l'ont pas réduite de manière significative au cours des dernières années.²¹

D'une manière générale, les marges de manœuvre pour la mise en œuvre d'une fiscalité propice à la croissance et à l'emploi devraient être recherchées dans une **taxation plus efficace des plus-values et des grandes fortunes, en se concentrant sur le sommet de la distribution, ainsi que dans une taxation plus efficace des sociétés**. Cela requiert de limiter la concurrence fiscale entre États membres et d'empêcher le dumping social et le nivellement par le bas des recettes publiques qu'il génère²². La double non-imposition devrait être évitée et le principe

selon lequel l'impôt doit être payé là où la valeur économique est créée doit être respecté. **La convergence progressive de la fiscalité contribuera à créer davantage de justice sociale au sein de l'Union européenne et à renforcer la capacité des gouvernements à soutenir la croissance durable.** De plus, elle devrait aller de pair avec un renforcement significatif de la lutte contre l'évasion fiscale et les montages fiscaux abusifs. Le relèvement des écotaxes, notamment celles visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, recèle également un énorme potentiel. Exploiter au maximum le double bénéfice de la taxation verte devrait être un élément central de toute stratégie en matière de politique fiscale. D'autres mesures fiscales, taxes ou incitations visant à réguler le secteur financier pourraient être envisagées pour compléter ce transfert de taxation.

¹⁸ Voir par exemple les conclusions du Conseil européen des 14-15 mars 2013.

¹⁹ Le coin fiscal, la différence entre le coût du travail à charge de l'employeur et le salaire net correspondant du salarié, est généralement composé des cotisations à la sécurité sociale versées par l'employeur et le salarié, et de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

²⁰ Relever les impôts indirects, par exemple, se révèle souvent régressif lorsque ces impôts se répercutent sur la consommation de biens et de services, qui représente une proportion plus grande du budget des ménages moins nantis par rapport aux ménages plus nantis.

²¹ Commission européenne, Réformes fiscales dans les États membres de l'UE 2014, Économie européenne 6|2014

²² Dans son étude « Benchmarking Working Europe 2015 », p.17, l'Institut syndical européen (ISE) a révélé une baisse générale massive de la fiscalité des entreprises de 1995 à 2014

Propositions du PSE :

■ L'adoption d'une **assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés** au sein de l'UE est une étape essentielle, attendue de longue date, pour faire émerger le niveau d'imposition réel des sociétés, identifier les fraudes fiscales potentielles et combattre efficacement la planification fiscale agressive des entreprises.

■ L'OCDE admet que s'attaquer aux inégalités par le biais des politiques fiscales et de transfert ne compromet pas la croissance.²³ Assurer la **progressivité de l'impôt sur le revenu au sein de l'UE, renforcer l'impôt sur la fortune et une fiscalité successorale cohérente aideraient à garantir que tous les citoyens contribuent en fonction de leurs possibilités aux sociétés dans lesquelles ils vivent** et à prévenir les injustices liées à l'optimisation fiscale.

■ **L'imposition progressive des biens immobiliers, la taxation des bonus, des dividendes et des stock-options** pourraient également générer des recettes fiscales supplémentaires, tout en réduisant les inégalités.

■ L'UE et ses États membres pourraient travailler à la **convergence des taux d'imposition des entreprises** pour empêcher toute poursuite de la concurrence fiscale, en s'accordant sur des niveaux d'imposition harmonisés minimums. Cette taxation des sociétés serait suffisamment progressive pour ne pas surcharger les petites et moyennes entreprises et devrait tenir compte de la nécessité d'une convergence économique, sociale et territoriale.

■ **Éradiquer la pratique des « décisions de faveur » concernant les accords d'imposition anticipée**, autrement dit des accords fiscaux bilatéraux spécifiques entre entreprises et États qui réduisent injustement le taux d'imposition réel d'une entreprise, serait un moyen de garantir à la fois la transparence et l'efficacité de l'imposition des multinationales. Cela limiterait les pratiques de planification fiscale agressive, ainsi que la concurrence fiscale entre États membres.

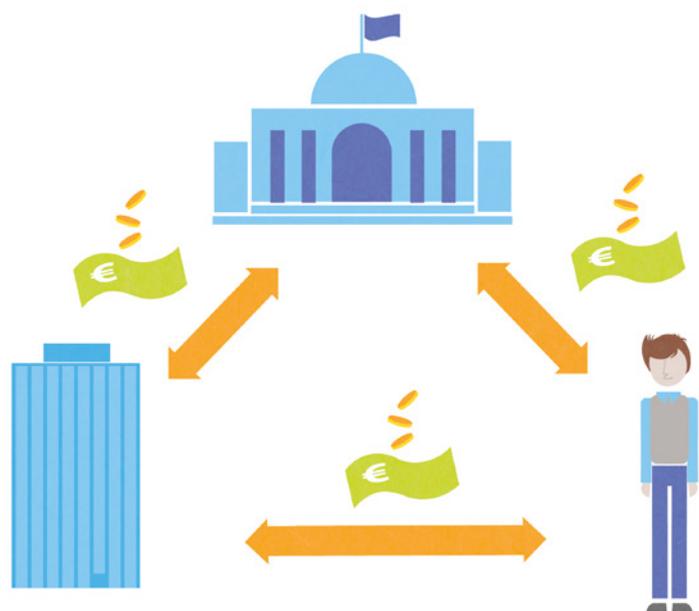
■ Une **taxation environnementale ambitieuse sur l'énergie**, liée aux émissions de CO₂, constitue un moyen pour augmenter les recettes publiques et affronter les enjeux environnementaux. Taxer l'impact environnemental constitue également un outil précieux à utiliser comme nouvelle source de revenus pour encourager la transition vers un modèle économique plus durable.

■ Le **recours aux incitations fiscales** peut être envisagé pour **soutenir certaines politiques spécifiques** (par exemple avec des objectifs clairs en termes d'emploi des jeunes ou de consommation énergétique). Une attention particulière devrait être

accordée à ce type de dispositifs pour **ne pas créer de distorsions** entre les différents types de bénéficiaires, notamment entre les entreprises multinationales et les PME, ni affecter la progressivité, la cohérence et l'efficacité du système fiscal.

”

Le pays où le profit est effectué doit être celui où l'impôt est prélevé.



²³ <http://www.oecd.org/els/soc/Focus-Inequality-and-Growth-2014.pdf>

5.2

Une fiscalité efficace qui met fin à la fraude fiscale et régule le secteur financier

”
La réduction des inégalités est au coeur de notre stratégie de croissance.

On estime que la fraude et l'évasion fiscales coûtent chaque année un billion d'euros aux gouvernements de l'UE²⁴. La moyenne des pertes fiscales en Europe dépasse actuellement le montant total des dépenses de soins de santé des États membres, et équivaut à plus de quatre fois le montant total du budget de l'éducation dans l'UE. Cette quantité d'impôt éludé n'est pas disponible pour l'investissement des gouvernements en faveur de l'emploi, de la création de croissance ni pour l'assainissement de leurs finances publiques. Elle les empêche de mettre en œuvre leurs politiques économiques et sociales, ce qui porte à conséquence tant pour les services publics que l'économie.

La fraude et l'évasion fiscales faussent également la concurrence entre ceux qui peuvent éluder l'impôt et leurs responsabilités envers la société et ceux qui respectent les règles. Continuer de permettre aux multinationales d'éluder l'impôt est irresponsable, tant du point de vue économique que sous l'angle budgétaire.

L'Union européenne doit redoubler d'efforts pour **colmater les failles, éliminer les distorsions au niveau des politiques fiscales et des réglementations**, notamment en mettant en œuvre le Plan d'action contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires (BEPS) de l'OCDE, et **adopter des mesures sévères à l'encontre des paradis fiscaux**. C'est essentiel pour dégager de nouvelles recettes susceptibles d'être réinvesties dans la croissance et la création d'emplois, pour assurer le financement de notre système de sécurité sociale et pour garantir l'équité de nos systèmes fiscaux.

Compte tenu du fait que le sauvetage du secteur financier a coûté 1,6 billion d'euros aux contribuables entre 2008 et 2011²⁵, préserver les recettes publiques implique également de s'assurer que le secteur financier se concentre sur les investissements dans l'économie réelle. Il convient d'éviter une nouvelle vague d'instabilité financière au travers de principes régulateurs solides, qui empêchent que les chocs financiers n'affectent les finances publiques. Nous appelons avec force à une régulation adéquate permettant d'affronter le problème non résolu du « trop grand pour faire faillite », et à l'achèvement de l'Union bancaire.

²⁴ http://ec.europa.eu/taxation_customs/taxation/tax_fraud_evasion/index_fr.htm

²⁵ *Rapport de la Commission, Tableau de bord des aides d'État, Rapport sur les aides d'État accordées par les États membres de l'UE, Mise à jour de l'automne 2012; COM(2012) 778 final*

Propositions du PSE :

■ La **taxe sur les transactions financières** devrait entrer en vigueur rapidement et son extension à tous les États membres de l'UE devrait être encouragée, comme moyen d'augmenter les revenus publics.

■ Une déclaration **obligatoire et transparente par pays**, à charge des entreprises multinationales, tous secteurs confondus, permettrait de connaître le niveau d'impôt effectivement versé par les entreprises.

■ Pour avoir une idée plus précise de la fraude et de l'évasion fiscales, un **inventaire des revenus, de la richesse et des régimes fiscaux dans l'UE** pourrait être mis en place. Cet inventaire refléterait la différence entre les taux d'imposition officiels et réels des entreprises et des personnes physiques.

■ De même, l'adoption de **règles européennes sur l'échange obligatoire des données financières personnelles et des entreprises**, couvrant toutes les sources de revenus, notamment les dividendes, les plus-values, les autres revenus financiers et les soldes des comptes bancaires, permettrait une plus grande transparence. Une **coopération renforcée entre les autorités fiscales**, en vertu du principe de coopération loyale, permettrait également de renforcer la lutte contre la fraude fiscale.

■ Une entreprise doit être imposée dans le pays où elle génère un bénéfice. Des **réglementations en matière de prix de transfert** qui empêchent les multinationales de réduire artificiellement le montant d'impôt à acquitter pourraient contribuer à un système fiscal plus efficace.

■ L'élaboration d'une **définition convaincante et d'une liste noire des paradis fiscaux**, assortie de **sanctions**, renforcerait considérablement la lutte contre l'évasion fiscale.

■ Aux niveaux national et européen, une **réglementation et une supervision financières capables d'assurer la transparence et de prévenir l'évasion fiscale** pourraient être adoptées avec des **sanctions plus sévères** en matière d'évasion et de fraude fiscales. Accroître la transparence contribuerait également à **regagner la confiance des investisseurs ainsi qu'à stabiliser et crédibiliser le secteur financier.**

■ Toute **réglementation analogue susceptible d'augmenter la transparence et la supervision et de réduire les risques au sein du secteur bancaire parallèle** pourrait compléter utilement la réglementation financière et éviter le transfert d'activités d'un secteur bancaire réglementé vers le secteur parallèle.

■ **Réduire les liens entre le secteur bancaire parallèle et le secteur bancaire réglementé**, en limitant de manière spécifique l'exposition des banques aux fonds de placement alternatifs, réduirait le risque de

contagion et contribuerait au désendettement des banques parallèles.

■ Des **exigences adéquates en matière de fonds propres** devraient être mises en œuvre dans l'ensemble du secteur financier comme outil efficace de régulation pour internaliser le risque, réduire l'exposition aux risques modélisés et, ce faisant, accroître la stabilité financière.

■ Pour augmenter la résilience économique, le **biais du rapport endettement /détention d'actifs devrait être éliminé.**

■ Il faut s'attaquer efficacement à la passation de chocs financier des banques aux Etats, notamment par l'achèvement de l'Union bancaire et en renforçant les limites liées aux grandes expositions.

■ Il faudrait obliger le secteur financier à se montrer socialement plus responsable, **en limitant l'asymétrie au niveau de l'information et les conflits d'intérêts ainsi qu'en améliorant la protection des consommateurs.** Les mécanismes de financement novateurs tels que le crowdfunding et les crédits d'entraide devraient être encouragés dans un cadre réglementaire sain. Les critères de viabilité humaine, sociale et environnementale, qui reflètent les préoccupations d'un large éventail d'intervenants, doivent être beaucoup mieux intégrés dans les rapports des agences de notation, dans les analyses de risques et dans les évaluations des produits d'investissement.



5.3

Optimiser l'utilisation des recettes fiscales



Des services publics efficaces, transparent, pour le bénéfice de tous les citoyens.

Dans la plupart des États membres, les soins de santé, l'éducation, les services sociaux et la prise en charge des personnes âgées sont principalement ou en partie une prérogative de l'État. En dépit des contraintes budgétaires, ces services publics jouent un rôle important en matière de protection et d'insertion sociales, lorsqu'abordables et accessibles à tous les citoyens. Il est dès lors primordial de garantir les normes minimales les plus élevées, un accès universel et égalitaire aux citoyens, ainsi que la qualité et l'autonomie locale, fondés sur des principes de péréquation géographique et sociale adéquate desdits services.

Les services publics bénéficient à tous les citoyens, et en particulier aux plus démunis. D'une part, compte tenu des défis et des opportunités existants, il est important que les services publics s'adaptent aux besoins des citoyens pour leur garantir un niveau constant de protection. D'autre part, dans son interaction avec les acteurs économiques, une administration publique efficace, transparente et responsable est un facteur important, notamment pour la productivité et la croissance.

À nos yeux, il est crucial que les États fassent preuve d'un sens aigu de l'intérêt public, qu'ils répondent aux préoccupations des contribuables par rapport à la manière dont leur contribution à l'effort fiscal est utilisée. Il est essentiel d'assurer une bonne gestion de la dette, de renforcer la qualité de la dépense publique, de supprimer les gaspillages et de **canaliser les dépenses où elles serviront le mieux les citoyens**. Cela est d'autant plus important que les investissements publics conditionnent les décisions des citoyens par rapport à l'endroit où ils vivront et travailleront, influencent la nature et le lieu des investissements privés et affectent la qualité de vie. Une bonne gouvernance, l'État de droit, la responsabilité et la transparence sont par conséquent les piliers d'un pouvoir public fort et d'une administration publique efficace.

Propositions du PSE :

■ L'introduction d'une culture **d'évaluation indépendante permanente des politiques publiques, en termes de résultats tant économiques que sociaux**, pourrait permettre de renforcer et d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des réformes futures et d'assurer une responsabilité démocratique accrue.

■ La **modernisation des services publics**, notamment par le biais de leur numérisation ou par la généralisation des guichets uniques, peut offrir des solutions débouchant sur une transparence accrue. Une efficacité renforcée permet de maîtriser les coûts de l'administration et bénéficie tant aux citoyens qu'aux acteurs économiques. Toutefois, cette modernisation ne doit pas compromettre la qualité des services offerts, ni en réduire l'étendue.

■ La **simplification des procédures et l'organisation intelligente des services publics** suivant une logique intégrée peuvent contribuer à mieux répondre aux attentes des citoyens et des acteurs économiques.

■ La **participation des citoyens** au processus décisionnel et au choix des dépenses peut fortement améliorer leur compréhension et leur acceptation des décisions publiques.

■ **Réduire les doublons en termes de structures et de lourdeurs administratives, accroître la transparence des dépenses publiques, de même que fluidifier et rationaliser les processus bureaucratiques** peuvent faciliter l'interaction entre l'État, les citoyens et les entreprises privées. Cette démarche ne devrait cependant jamais porter atteinte aux droits existants, en particulier les acquis sociaux. Améliorer la transparence, en particulier, pourrait se faire en instaurant un dialogue plus régulier avec la société civile et les associations représentatives.

■ La **simplification de la législation, la quête de l'efficacité et la rapidité de l'appareil judiciaire** pour garantir à la fois la protection des droits des citoyens et un environnement économique sûr peuvent contribuer à améliorer la gouvernance économique et la confiance publique.

■ La **coopération entre les institutions publiques, ainsi que le partage des ressources, des moyens et des connaissances** peuvent fortement contribuer à l'efficacité du secteur public et promouvoir une dynamique innovante dans leurs prestations. Pour faciliter cette coopération, il est important de développer des expériences de services partagés et de les étendre à de nouveaux domaines.

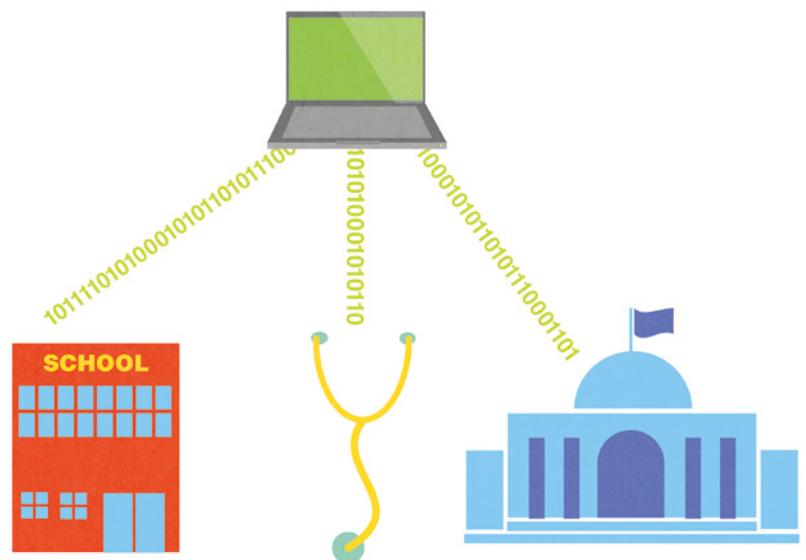
■ La **lutte contre toutes les formes de corruption**, qui passe par la mise en place de politiques préventives efficaces et de mécanismes de contrôle adéquats pour gérer les risques de corruption et les

conflits d'intérêt²⁶, est essentielle pour rétablir la confiance et permettre une réappropriation de la démocratie, ainsi que pour assurer la crédibilité de l'action publique.

■ Pour garantir **l'efficacité de l'investissement public**, les pouvoirs publics devraient coordonner leurs investissements entre niveaux de gouvernance et politiques, renforcer leurs propre capacité d'investissement et mettre en place un cadre adapté à l'investissement public, en accord avec les recommandations de l'OCDE en matière d'investissement public²⁷.

²⁶ Comme énoncé dans les Conclusions du Conseil sur le rapport anticorruption de l'UE, adoptées lors de la réunion du Conseil « Justice et affaires intérieures » à Luxembourg les 5 et 6 juin 2014.

²⁷ OCDE, Recommandation du Conseil sur l'investissement public efficace entre niveaux de gouvernement, adoptée le 12 mars 2014.



6

Rendre possible des réformes progressistes : pour une réelle gouvernance socio-économique européenne

”

Nous portons des propositions sur mesure plutôt que des mesures prêt-à-porter.

Pour assurer le recentrage des réformes structurelles d'une orientation axée sur la réduction des coûts vers des réformes réellement progressistes favorisant la cohésion sociale, une fiscalité efficace et l'innovation, l'utilisation efficace des ressources et un modèle industriel durable, il est primordial que l'UE développe une gouvernance socio-économique à part entière basée sur une stratégie à long terme pour une croissance durable. Nous voulons des politiques et des instruments européens pour garantir la re-convergence en Europe ainsi que l'appropriation nationale des réformes plutôt que des mesures identiques pour tous.

Contrairement à l'attention disproportionnée accordée actuellement à la consolidation budgétaire et à la flexibilité du travail, l'UE a un besoin urgent de développer une réelle gouvernance socio-économique, doublée d'une nouvelle batterie de mesures politiques où les enjeux sociaux et les considérations économiques seraient sur un pied d'égalité. Cela s'avère particulièrement crucial au sein de l'Union économique et monétaire pour s'assurer que la compétitivité et la croissance soient le fruit d'une amélioration de l'emploi et de la productivité, plutôt que d'une dévaluation interne et de politiques de contraction budgétaire continuelle.

Le concept de gouvernance socio-économique passe par un rééquilibrage des instruments tels que le Semestre européen vers davantage d'attention aux objectifs en termes d'emplois et sociaux de l'Union, de même que par un changement des structures politiques responsables de sa mise en œuvre. Dans ce contexte, il est important de **poursuivre le réexamen des règles fiscales et des mécanismes de gouvernance européens pour permettre une plus grande contre-cyclicité et faire en sorte que les budgets publics** (mécanismes de protection sociale et investissements publics) **puissent jouer leur rôle de stabilisateurs économiques**. La mise en place d'une capacité fiscale au sein de l'Union économique et monétaire pourrait constituer un grand pas dans cette direction.

Ce nouvel équilibre en termes de gouvernance socio-économique devrait également se refléter dans le réexamen de la Stratégie Europe 2020.

Propositions du PSE :

■ Les **buts et les grands objectifs de la Stratégie Europe 2020** devraient être réaffirmés en tant que cadre général pour le développement durable et la gouvernance socio-économique de l'UE. Les lignes directrices intégrées, l'examen annuel de la croissance, les programmes nationaux de réforme et les recommandations spécifiques aux États membres préparés durant le Semestre européen devraient ensuite être tous alignés avec ce cadre Europe 2020. Les recommandations formulées dans le cadre du Pacte de stabilité et de croissance et la procédure inhérente aux déséquilibres macroéconomiques doivent également être cohérentes par rapport aux objectifs Europe 2020.

■ **Lorsqu'on évalue les déficits publics, il faudrait faire une distinction entre les investissements et les dépenses courantes.** La Communication de la Commission « Utiliser au mieux la flexibilité offerte par les règles existantes du pacte de stabilité et de croissance »²⁸ constitue une étape importante en vue d'accroître la marge de manœuvre pour l'investissement. Toutefois, il conviendrait d'y inclure **une clause d'investissement plus étendue**, en traitant les pays aussi bien dans le volet préventif que correctif de la PDE.

■ **Il est crucial d'assurer que le FEIS et le CFP constituent ensemble une capacité d'investissement adéquate permettant de rétablir la convergence économique** à l'échelle européenne. Le FEIS n'est pas seulement un instrument supplémentaire pour financer des projets, mais pourrait jeter les bases – à condition d'être correctement mis en œuvre – d'un changement de paradigme à l'avenir. Notre but est de faire des investissements un pilier permanent du cadre de gouvernance de l'UE.

■ Dans le cadre de l'examen à mi-parcours de la stratégie Europe 2020, un indicateur lié au taux d'investissement non résidentiel devrait être inclus dans le tableau de bord des déséquilibres macroéconomiques pour concentrer les mesures et combler le fossé actuel au niveau de l'investissement productif.

■ Le Semestre européen devrait prévoir un **suivi, des recommandations et un soutien systématiques pour les pays confrontés aux plus grands défis sociaux et d'emplois**, en s'inspirant du tableau de bord des principaux indicateurs d'emploi et sociaux. La Procédure de Déséquilibre Macroéconomique devrait également prévoir une analyse plus approfondie des interactions entre les indicateurs sociaux, d'emploi, macroéconomiques et financiers, notamment les liens entre les inégalités et l'endettement, la réduction des coûts du travail et les pressions déflationnistes, ou encore l'assainissement budgétaire et le chômage.

■ **La gouvernance économique au sein de l'UE doit devenir plus démocratique, plus transparente et doit permettre une plus grande responsabilité** par rapport aux décisions prises. La publication rapide des rapports par pays durant le Semestre européen permet un dialogue plus approfondi entre la Commission, le Parlement européen, les parlements nationaux et les partenaires sociaux, sans oublier les instances régionales et locales, en vue de la préparation des programmes de réforme nationaux et des recommandations spécifiques aux États membres, renforçant ainsi l'appropriation nationale des réformes à mener. Toutefois, il convient de prendre des mesures vers la codécision entre le Parlement européen et le Conseil sur les lignes directrices intégrées et les priorités de l'examen annuel de la croissance.

■ **Le rôle du Conseil « Emploi, politique sociale, santé et consommateurs »** au sein du Semestre européen et du débat sur l'achèvement de l'UEM doit être valorisé et la coopération avec le Conseil « Affaires économiques et financières » améliorée. Un « Eurogroupe social » devrait être mis en place pour coordonner les réponses aux principaux défis sociaux et d'emploi dans la zone euro.

■ Des salaires décents sont importants non seulement pour la cohésion sociale, mais aussi pour entretenir une relance vigoureuse et une économie productive. L'introduction d'un **pacte européen en faveur d'un salaire minimum, arrêté au niveau national par voie légale ou au travers d'une négociation collective**, contribuerait à relever le défi des bas salaires. Il devrait garantir à tous les salariés et employés un salaire au moins équivalent à 60 % du salaire médian national respectif.

■ S'assurer que la Commission, **dans toutes ses recommandations et dans ses instruments politiques, y compris le Semestre européen, respecte et encourage la négociation collective et sa couverture.**

■ La tendance inquiétante à la paupérisation, son potentiel d'autoperpétuation, les disparités croissantes des niveaux de vie européens soulignent le caractère crucial de la lutte contre la pauvreté et les inégalités et la nécessité de l'inscrire à l'ordre du jour. Un cadre juridique européen garantissant à chaque **Européen l'accès universel aux soins de santé, une aide en matière de revenu et un minimum vital garanti** constituerait un pas en avant considérable pour faire reculer la pauvreté et relancer une mobilité sociale vers le haut.

■ La capacité à atteindre les objectifs sociaux et d'emploi peuvent fortement dépendre de la situation économique d'un pays et requérir des réformes immédiates dont l'impact ne se fera sentir qu'à long terme.

Propositions du PES (suite) :

Pour permettre aux États membres d'agir et de financer ces réformes, un mécanisme d'incitation pourrait être créé, soutenu par une capacité budgétaire commune dans la zone euro et par un mécanisme décisionnel démocratique réaliste au niveau de la zone euro. Cette enveloppe budgétaire de l'Eurozone ne devrait pas porter atteinte à l'existence du budget actuel de l'UE. Elle pourrait faire office de stabilisateur automatique pour les pays qui traversent une période de repli économique et les aider à absorber les chocs négatifs. Elle serait utilisée pour doper les investissements dans les infrastructures sociales en particulier, préserver les niveaux de protection sociale et soutenir les politiques d'emploi lorsqu'un pays est confronté à des contraintes budgétaires.

■ La marge de manœuvre de nombreux États membres, qui luttent pour rembourser des dettes anciennes, est limitée sur le plan fiscal. Une hausse de la croissance faciliterait l'allègement du fardeau de la dette, mais un endettement élevé peut en soi freiner cette même croissance. Une **gestion organisée de la dette** est par conséquent essentielle pour jeter les bases de politiques ciblant la croissance. Un régime de remboursement auquel les États membres pourraient adhérer en signant un plan de viabilité de leur dette permettrait de relever ces défis.

■ Dans le cadre du budget de la zone euro, la possibilité d'élaborer un **plan européen d'allocation de chômage complémentaire au sein de l'Union économique et monétaire devrait être envisagée**, elle renforcerait le pouvoir des stabilisateurs économiques nationaux en répartissant le coût du chômage cyclique entre les États membres et en renforçant aussi bien la cohésion de l'UE que les liens avec ses citoyens.

■ **Augmenter la dotation financière du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation** permettrait de venir davantage en aide aux travailleurs touchés par les licenciements.

■ Assurer la stabilité de l'euro et du secteur financier européen est essentiel. **L'achèvement de l'Union bancaire**, notamment un système robuste de garantie des dépôts et la **séparation** des activités d'investissement risquées des activités de banque de détail²⁹, contribuerait à accroître ultérieurement la crédibilité de l'Union à protéger les dépôts des citoyens et redirigerait par la même occasion les flux de crédit vers l'économie réelle.

²⁸ Com(2015)12

²⁹ Dans l'esprit du rapport Liikanen : Rapport final du groupe d'experts de haut niveau présidé par Erkki Liikanen sur la réforme structurelle du secteur bancaire de l'UE, Bruxelles, 2 octobre 2012.

Conclusion : les Socialistes et Démocrates Européens, acteurs du changement

Nous, Socialistes et Démocrates Européens, en appelons à des réformes positives. Nous proposons un **agenda progressiste détaillé de réformes et d'investissements** répondant aux principaux défis structurels auxquels l'Europe est confrontée. Nos réformes sont axées vers une compétitivité basée sur une productivité accrue, plus d'emplois ainsi que sur un secteur public efficace, par opposition aux réformes conservatrices, qui se concentrent principalement sur la baisse du coût du travail et les privatisations, et se sont traduites par une quasi-déflation et des inégalités en hausse.

Nous nous engageons à œuvrer pour rétablir une croissance qui bénéficie à tous les Européens. Nous sommes conscients que certaines de nos propositions de réforme impliqueraient des modifications structurelles de l'économie européenne et un changement radical par rapport aux réponses apportées à la crise, et qu'elles devraient aller de pair avec de nouveaux investissements. C'est pourquoi nos propositions englobent des réformes à la fois nationales et européennes.

Nous sommes convaincus que les politiques de l'UE et des États membres doivent passer par un tel changement et ferons en sorte que ceux-ci adoptent et mettent en œuvre des réformes structurelles ambitieuses et progressistes, permettant non seulement une relance de l'économie, mais aussi de remettre l'Europe sur la voie d'une croissance durable qui bénéficie à tous ses citoyens.

PSE

SOCIALISTES &
DÉMOCRATES

Suivez nous sur www.facebook.com/pes.pse
et sur www.twitter.com/pes_pse.
Pour toute question, vous pouvez nous rendre visite sur le
www.pes.eu ou nous contacter à info@pes.eu.

Parti Socialiste Européen (PSE)

Rue du Trône 98
1050 Brussels

T +32 2 548 90 80

F +32 2 230 17 66

info@pes.eu

AISBL-BBCE-N°0897.208-032

Cette publication a reçu le soutien financier du Parlement Européen.

Les vues et positions qui y sont exprimées n'engagent que leur auteur et le Parlement n'est pas responsable de l'usage qui pourrait être fait de l'information qu'elle contient.

Cette brochure a été imprimée sur papier recyclé et en utilisant des encres à base d'eau écologiquement sûres.

Mars 2016